

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N°15, Juin 2010

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Hélène CHAUBIN

Olivier DEDIEU

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION :p. 2

BIOGRAPHIES :

Alart Étienne (par Miquèl Ruquet)p. 3

Marres Paul (Par Hélène Chaubin)p. 3

Lacoste André, Abel, Joseph (par André Balent)p. 7

Gros Pierre, Alain, Gaston (par Alain Dalançon)p. 9

FICHE DE LECTURE :

Déserteurs et insoumis de la Grande Guerre sur la frontière des Pyrénées-Orientales, de Miquèl Ruquet (par Raymond Huard).....p. 12

Les Mémoires de Puisserguier. « Fontjun », (par Olivier Dedieu) p. 14

NOTES DE RECHERCHES :

- *On a été bien reçus, ça oui, parce qu'on était une «famille française» qui revenait. Histoire familiale de deux desertons du Vallespir* (Miquèl Ruquet)p. 15

- *Les « grèves rouges » dans l'Hérault (1947-1948)* (Hélène Chaubin)p. 20

- *L'« École Émancipée » dans l'Hérault. L'hégémonie d'une tendance syndicale.*

2^e partie, 1945-1974. De la Libération au déclin (Olivier Dedieu)p. 28

ARCHIVES :

-*Archives iconographiques privées du mouvement ouvrier, 1888-1941 (Porta, Pyrénées-Orientales)* (André Balent).....p. 37

INFORMATIONS :

Proposition d'une journée d'études. Réinventer la Gauche en Languedoc-Roussillon (Olivier Dedieu)p. 41

Site informatique de l'Association Maitron-Languedoc-Roussillon.....p. 42

Actes de la journée d'Études de l'Association Maitron Languedoc-Roussillonp. 43

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

CEPEL, Faculté de Droit

39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex

olivier.dedieu@univ-montp1.fr

06 64 88 57 35

Pour tout envoi et règlement, contactez directement le trésorier :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69

cat-ab-balent@wanadoo.fr.

BIOGRAPHIES :

ALART Étienne

Né le 5 août 1883 à Ille-sur-Têt, mort sûrement en Espagne à une date inconnue ; anarchiste et antimilitariste.

Étienne Alart est né le 5 août 1883 à Ille-sur-Têt dans une famille d'agriculteurs, Jules Alart (né en 1844) et Marie Bès (née en 1849). Célibataire, il exerce à Ille la profession de cultivateur avant de partir à Paris en 1911. Jusqu'à cette date, il ne manifeste pas d'idées antimilitaristes puisqu'il accomplit son service militaire au 12^e RI (Perpignan et ensuite Tarbes, Hautes-Pyrénées, à partir du 27 juillet 1907) du 16 novembre 1904 au 14 septembre 1907. Il est même promu caporal le 6 novembre 1905.

À Paris, où il réside selon le feuillet matricule du 13 novembre 1911 au mois de juillet 1914, il travaille sur divers chantiers et fait plusieurs métiers. C'est alors qu'il entre en contact avec le mouvement anarchiste dont il adopte les idées. Comme le signalent les gendarmes d'Ille en 1917, « affilié à toutes les bandes noires, il était devenu un ennemi des plus irréductibles de la société ». Fin juillet 1914, il quitte Paris pour Ille d'où il part, la veille de la mobilisation, se réfugier à Figueres (Province de Gérone, Espagne). Il est un des rares anarchistes à être allé au bout de ses idées antimilitaristes. L'armée le déclare insoumis le 4 octobre 1914 et il n'est rayé qu'en 1936 à l'âge de 53 ans, ce qui signifie qu'il n'est pas revenu en France avant cette date, du moins sous son identité. Au début de la guerre, il vit à Figueres avec un autre anarchiste d'Ille, Michel Vidalou (maréchal-ferrant né le 26 septembre 1884 à Ille), insoumis comme lui. Il continue d'échanger du courrier avec sa mère qui selon les gendarmes partage les idées d'Étienne, surtout après la mort au combat d'un autre fils. Il inquiète les autorités françaises car il reçoit de l'argent de Paris. Son domicile est ainsi perquisitionné par la police espagnole à la demande du commissaire spécial de Cerbère en octobre 1914. La vie est difficile à Figueres par manque de travail. Alart adopte alors les pratiques des anarchistes illégalistes, la « récupération », c'est-à-dire le vol. Il est incarcéré à Figueres en juillet 1916, pour un vol d'avoine, acte qu'il a accompli avec un déserteur originaire de Foix. Après janvier 1917, plus aucun document ne mentionne sa présence dans l'Ampourdan. De même, la date et le lieu de son décès demeurent inconnus.

SOURCES :

Archives Départementales des Pyrénées-Orientales, 1 R 465 : registre matricule de la classe 1903, matricule n° 484. — ADPO, 1 R 471 : registre matricule de la classe 1904 (pour Vidalou). — ADPO, 5 Mi 252 : registre d'état civil de la commune d'Ille-sur-Têt (année 1883). — ADPO, 2 R 227 : renseignements de la gendarmerie d'Ille sur Étienne Alart (7 janvier 1917). — ADPO, 2 R 227 : courrier du général Ferré, commandant la 16^e Région militaire, au préfet le 16 mars 1916. — ADPO, 4 M 148 : rapport du commissaire spécial de Cerbère au préfet le 8 septembre 1914. — ADPO, 1 M 621 : rapport du commissaire spécial de Cerbère au préfet le 11 juillet 1916.

* * *
*

MARRES Paul

Né le 10 novembre 1893 à Toulouse (Haute-Garonne), mort le 29 septembre 1974 à Montpellier (Hérault) ; professeur de géographie à la faculté de Montpellier de 1930 à 1963, directeur de la Société languedocienne de géographie ; résistant responsable du Front national à Montpellier.

Paul Marres est issu d'une famille d'origine italienne : ses ancêtres qui portaient le nom de Marezzi, sont venus de Florence : ils se sont installés en Guyenne au 18^e siècle. Son grand-père Paul, directeur de l'école communale de Damazan (Lot-et-Garonne), fils d'instituteur lui-même, épris de laïcité, fut révoqué en 1850, arrêté en janvier 1852 après le coup d'État de décembre 1851, et déporté en Algérie en 1852. Un monument a été érigé au cimetière de Damazan à la mémoire des instituteurs Antoine et Louis Marres. C'était une famille de forte tradition républicaine.

Le père de Paul Marres, Louis, instituteur dans l'administration pénitentiaire, aidait les familles pauvres et donnait à leurs enfants des leçons gratuites. Son épouse, Adelaïde Mercier, était originaire de Châteaubriant en Loire-Inférieure. En 1893, Louis fut muté à Toulouse où naquit son fils Paul, puis nommé en 1907 « teneur de livres » à la colonie agricole d'Aniane dans l'Hérault. Paul Marres fit ses études au lycée de Montpellier jusqu'en 1911, puis au lycée Lakanal à Sceaux en 1911 et 1912. Après un échec au concours d'entrée à la rue d'Ulm, ce fut la faculté des lettres à Montpellier où il acquit la licence. Le professeur Jules Sion l'initia aux méthodes de la géographie et il choisit le Lodévois pour son Diplôme d'études supérieures soutenu en 1914. Au cours d'une première excursion sur le Larzac en juillet 1911, il avait en effet éprouvé « un choc et un enchantement » en découvrant le vaste paysage de ce plateau calcaire. Il occupait son premier poste de professeur à Lunel (Hérault) en 1915 quand il décida de s'engager par solidarité avec les soldats malgré l'avis de la commission de réforme. Il fit la guerre dans un régiment d'infanterie coloniale. Il en revint lieutenant et titulaire de la croix de guerre.



Paul Marres et sa femme, septembre 1916. Collection privée Jeanne Marres.

Il avait épousé une jeune fille d'Aniane (Hérault), Jeanne Serre, qui eut une première fille, Marguerite, en 1919 : il était alors professeur à Pézenas (Hérault) tout en préparant l'agrégation. Reçu en 1922, il fut d'abord nommé au lycée de Foix puis au lycée Joffre à Montpellier en 1923. En 1929, il participa à une excursion géographique internationale en Yougoslavie où il put admirer un riche répertoire de reliefs karstiques.



Paul Marres, septembre 1916. Collection privée Jeanne Marres

Paul Marres, socialisant, internationaliste, participa dans les années 1930 à des actions d'intellectuels antifascistes. Il portait un intérêt passionné aux événements nationaux et internationaux. Excellent professeur, il fut rapidement chargé de classes préparatoires à Saint-Cyr, à l'École Navale, à l'École Coloniale, à l'École des Hautes Études Commerciales. Chargé de conférences à la Faculté des Lettres en 1930, il y fut titularisé en 1932 comme assistant. Ses cours théoriques de géographie, de botanique, de géologie, étaient complétés par les nombreuses excursions qu'il proposait aux étudiants. Pendant les vacances, il entraînait sa famille à Meyrueis (Lozère), à Mende (Lozère) ou à Rodez (Aveyron). Quatre autres enfants étaient nés à Montpellier : Paule, en 1923 ; Jeanne en 1925 ; Louis en 1926 ; Françoise en 1939.

Il parcourait les causses à pied, herborisait, dessinait, et préparait sa thèse. Attiré par la biogéographie, il avait été l'un des élèves préférés du botaniste Charles Flahault (1852-1935), l'un des fondateurs de l'écologie scientifique, auquel il dédia sa thèse de doctorat sur les Grands Causses (on lui doit cette expression), soutenue en 1935, avec la mention très honorable à l'unanimité. C'est cette monographie qui donna une véritable identité à ces pays calcaires topographiquement insérés dans le Massif Central tout en ne lui appartenant ni par la géologie ni par la botanique. En juillet 1939 il partit à Bordeaux où lui était proposée la chaire de géographie à l'université. Il ne put y enseigner qu'après l'armistice de 1940 car il avait tenu à s'engager malgré ses cinq enfants. Il servit comme capitaine dans un régiment d'infanterie coloniale sur le front de Lorraine. À Montpellier, le professeur Sion qu'il avait assisté pour la préparation des agrégatifs était mort en juin 1940. Paul Marres fut appelé à lui succéder en 1941. Très actif, il géra une mutuelle d'enseignants de 1924 à 1944. Il était le secrétaire de la Société languedocienne de géographie dont il devint le président en 1945. Il reprit avec passion son travail de terrain sur les Causses. Il sut développer le bulletin de la Société et ses conférences mensuelles avaient beaucoup de succès. Il présidait aussi la section montpelliéraine du Club cévenol et animait le Centre d'Études économiques régionales : il concevait la géographie comme une synthèse de connaissances et de techniques qui devait mise être au service des décideurs et des artisans des changements.

Pendant la guerre, Paul Marres compta parmi les universitaires montpelliérains qui refusèrent en chaire toute collaboration. Il était proche de Marc Bloch. Pour leurs publications les géographes étaient alors à la fois gênés par les pénuries – le papier en particulier –, et par la rareté des communications qui les empêchaient de poursuivre leurs recherches à l'extérieur de l'hexagone. Mais Paul Marres put continuer l'exploration de son territoire d'élection. Il fut de ceux qui continuèrent à publier, tant dans le *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, que dans celui de l'Institut de Géographie alpine : il entretenait des relations suivies avec le géographe Raoul Blanchard qui estimait que publier en temps de guerre

relevait du « plus élémentaire devoir patriotique ». Quand fut instauré le STO, il aida les jeunes requis à trouver des filières vers la Haute-Savoie et l'Ariège. Il était en contact avec Henri Pupponi*, professeur de mathématiques à Montpellier – l'un des fondateurs du Front National dans cette ville – et Marcelle Barjonet*, professeur de philosophie. Son fils Louis qui distribuait des tracts comme beaucoup d'étudiants, fut interpellé en 1943. Lui-même échappa de justesse à une arrestation le 9 juin 1944. Il cachait chez lui, rue Paul Brousse, des résistants et des réfractaires. Henri Pupponi s'employait à leur fournir de faux papiers. Paul Marres apportait aussi une contribution financière au Front National qui réussit à se donner un organe de presse avec l'appui du professeur de latin Villeneuve qui inventa le titre *La Voix de la Patrie*. Son fils avait adhéré aux Jeunesses communistes en 1943. En 1944 il vivait dans la clandestinité. La famille s'était dispersée : répartie entre Aniane, Saint-Jean-de-Fos et Vendémian (près de Gignac). Louis Marres* participa avec les maquisards FTPF du Bousquet d'Orb (Hérault) aux combats dans la zone de Peytafi et de Magalas (Il fut tué le 21 août 1944 avec sept de ses camarades. Une stèle leur a été dédiée sur la RN 609-609 A). Après la guerre, ses sœurs Paule et Jeanne ont adhéré au Parti communiste. Paule a épousé un ancien résistant, camarade de son frère, au sein du même maquis, Georges Doumenc*. Jusqu'en 1948, Jeanne et son mari ont exercé des responsabilités au sein du Parti communiste à Brazzaville.

Paul Marres reprit ses activités de chercheur et d'universitaire. Il publia nombre d'articles scientifiques consacrés à la géographie languedocienne : des études sur l'Aigoual, sur les paysages de la Lozère, Bédarieux, le Larzac. Il s'intéressait à l'économie et à la démographie de l'Hérault, repérait les effets de la monoculture viticole ; il avait signé en 1935 un article intitulé "Le prolétariat viticole : aspects humains de la crise viticole" paru dans le *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*. En 1950 il publia *La vigne et le vin en France*. Il ne resta pas indifférent au contexte politique de la décolonisation. En 1957 et 1958, il s'associa à des actions du Comité Audin initiées par Pierre Vidal-Naquet. Mais sa vie fut essentiellement consacrée à la géographie. Il multiplia les publications sur la montagne languedocienne, les paysages de la Lozère. Il comptait parmi ses élèves Gérard Bouladou, né en 1923 à Montpellier, engagé dans la Résistance pendant l'occupation et qui, en 1945, soutient son DES de géographie, préparé sous la direction de Paul Marres, sur la Vallée de Gardon. Il encouragea le travail d'Adrienne Durand-Tullou qui se fera connaître en 1989 par son ouvrage *Le pays des asphodèles*. En 1963, un nouveau géographe arriva à Montpellier : Raymond Dugrand qui appartenait à la génération des géographes formés à partir de 1945 à l'Institut de géographie de Paris, élèves de Pierre George et de Jean Dresch, inscrits au parti communiste et tenants de la vision marxiste de leur discipline. Des gens de terrain, férus de géomorphologie, qui pensaient que la géographie était une voie pour la connaissance des sociétés. Dugrand prépara pendant treize ans sa thèse sur *Les rapports ville-campagne en Bas-Languedoc* sous la direction de Pierre George. Il était inscrit au parti communiste. Ancien résistant, il appartenait en 1943 au maquis de Haute-Vienne. À Montpellier il rencontra donc Paul Marres, le biogéographe des garrigues. Paul Marres prit sa retraite en 1965 mais resta directeur honoraire de l'Institut de géographie de l'Université de Montpellier. De son côté, Raymond Dugrand se spécialisa dans les problèmes d'aménagement urbain, et joua un rôle de Conseil, il fut adjoint à l'urbanisme de Montpellier et travailla à la transformation de la ville jusqu'en 2000 (création du quartier d'Antigone).

Sans être de la même école, ces deux géographes s'appliquaient à l'étude des liens entre le milieu naturel et l'homme et se plaçaient dans une perspective enfin reconnue aujourd'hui : celle de l'aménagement du territoire.

ŒUVRE CHOISIE : *Les Grands Causses, étude de géographie physique et humaine*, Arrault et Cie, Tours, 2 vol. 1936, 213 et 445 p. — *La vigne et le vin en France*, Armand Colin, 1950, 224 p. — *Saint Guilhem-le-Désert, le milieu et l'homme*, imprimerie Artières et Maury, 1953. — Articles de la revue du Club cévenol, *Causses et Cévennes*, de 1967 à 1973. — Articles dans le *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, Montpellier (Société créée le 8 février 1878).

SOURCES : Entretiens d'Hélène Chaubin avec Madame Jeanne Marres en février 2010. — Alain Saussol, « La société languedocienne de géographie et les débuts de la géographie universitaire à Montpellier », dans le *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, 1990, n° 3-4, pp. 267-289. — Paule Doumenc-Marres, « Hommage à Paul Marres », dans *Grands Causses, nouveaux enjeux, nouveaux regards*, Fédération pour la vie et la sauvegarde du pays des Grands Causses, sous direction scientifique de J.L. Bonniol et A. Saussol, Saint-Georges-de-Luzençon (Aveyron), Presses de Causses Cévenne, 1995. — Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi (Québec), « L'invention d'un territoire et sa confrontation aux limites administratives. Le cas des Grands Causses », *Cybergéo* en ligne en 2005. — Laurent Beauguitte, « Publier en temps de guerre : les revues de géographie françaises de 1939 à 1945 », *Cybergéo*, Histoire de la géographie, article mis en ligne le 16 septembre 2008. — Gérard Bouladou, *L'Hérault dans la Résistance, 1940-1944*, Nîmes, Lacour, 1992, 207 p.

Hélène CHAUBIN

*

LACOSTE André, Abel, Joseph

Né à Espira-de-l'Agly (Pyrénées-Orientales) le 11 décembre 1905, mort à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) le 22 septembre 1987 ; ouvrier maçon à Rivesaltes ; militant de la CGTU, puis de la CGT ; militant du PC ; résistant des Pyrénées-Orientales puis de l'Ariège ; dirigeant clandestin du PC et du FN de l'Ariège ; organisateur des maquis du Pays de Foix et du Pays d'Olmes ; dirigeant syndical avant et après la Seconde Guerre mondiale dans les Pyrénées-Orientales ; administrateur de caisses de sécurité sociale des Pyrénées-Orientales ; conseiller municipal de Rivesaltes.

André Lacoste était le fils de Jean, propriétaire agricole âgé de 47 ans en 1905 et d'Émilie Telasco, sans profession, âgée de 39 ans à cette même date. Son village d'origine, Espira-de-l'Agly est seulement distant de 4 km de Rivesaltes où il s'installa et où il milita, à l'exception des mois intenses de clandestinité

André Lacoste, marié le 14 janvier 1928 à Rivesaltes avec Yvonne Grau dont il eut trois enfants, exerça la profession d'ouvrier maçon à Rivesaltes. Il fut gravement blessé pendant son service militaire et réformé. André Lacoste se manifesta en premier lieu avant tout comme syndicaliste, d'abord à la CGTU dès 1928 puis à la CGT réunifiée en 1935. La militance syndicale le conduisit à adhérer ensuite au PC en 1930.

Il vécut avec intensité les années 1934-1936 en participant aux manifestations qui préparèrent la victoire du Front populaire. Très actif en juin 1936, pendant la grève générale, il exalta, selon son camarade et ami très proche, Émile Dardenne*, « l'occupation des chantiers et des usines ».

En septembre 1936, il était secrétaire du syndicat CGT du Bâtiment de Rivesaltes nouvellement créé et qui groupait trente-cinq adhérents. Au mois de mars 1937, André Lacoste était secrétaire de l'Union locale des syndicats CGT de Rivesaltes et de la Bourse du Travail de cette ville. Il occupa cette fonction jusqu'à la dissolution du Parti communiste, en septembre 1939. Présent au XXVI^e congrès de l'Union départementale CGT des Pyrénées-Orientales (Perpignan, salle du « Centro español », 19 décembre 1937) à l'issue duquel les syndicalistes communistes devinrent majoritaires et évincèrent les ex-confédérés de la direction, André Lacoste fut élu à la commission administrative de l'Union départementale et à la commission de propagande. Délégué au XXVII^e congrès de l'UD-CGT (Le Boulou, 18 décembre 1938), il fit une intervention en faveur du rapport moral d'André Saunières mis en cause non seulement par les ex-confédérés mais également par quelques ex-unitaires. Il fut également, ainsi que le révèle une lettre qu'il adressa au président du conseil général des Pyrénées-Orientales, à propos de la grève des ouvriers qui participaient à la construction du pont Salengro (aujourd'hui, pont Joffre) à Perpignan, secrétaire de la 32^e région fédérale des travailleurs du Bâtiment, du Bois et des Matériaux de construction (Pyrénées-Orientales et Aude).

Actif aussi dans le cadre de la solidarité à l'Espagne républicaine, il assumait, à partir du début de 1937, la coordination du passage clandestin de volontaires des Brigades internationales (Voir aussi Dardenne Émile, Gendre André) et coordonna l'action des passeurs par Céret (avec Michel Bordet et Gaston Cardonne*), Las Illas (Voir Dabouzy François) et L'Albère ; par Prats-de-Mollo ; par Banyuls-sur-Mer (avec l'instituteur François Roig*).

À la fin de 1939, son nom fut inscrit sur la liste départementale des « suspects du point de vue national » dressée à l'occasion de la dissolution du Parti communiste. Il fut chassé des organismes directeurs des syndicats confédérés en janvier 1940 comme les militants du PC.

En septembre 1939, il fit partie du premier « triangle » régional clandestin du PC avec Joseph Baurès* et François Cavaillez*. Il confectionnait des tracts sur une ronéo caché au mas Bernis près de Rivesaltes.

Il fut arrêté le 24 août 1940 peu après Émile Dardenne et peu avant Georges Comaills, autre Rivesaltaise, non adhérent du PC, arrêté le 18 août pour avoir refusé de se découvrir lors d'une manifestation pétainiste.. Cette quadruple arrestation —un autre communiste rivesaltaise, Antoine Lévy fut aussi arrêté— serait liée aux « incidents » du 17 août 1940 lorsque 200 « Sénégalais », « indigènes coloniaux rapatriables » manifestèrent devant la mairie de Rivesaltes. Les communistes « notoires » du cru furent aussitôt soupçonnés d'avoir inspiré cette manifestation de militaires « indigènes ». Tous quatre connurent dans un premier temps le même destin. Transféré avec ses compagnons le 9 septembre 1940, d'abord à Castelnaudary (Aude), André Lacoste fut ensuite conduit à Montgey (Tarn) afin d'y être « interné administrativement ». Au cours d'une marche de transfert, son ancienne blessure militaire fut réactivée. Hospitalisé à Carcassonne (Aude), il fut libéré le 20 novembre 1941.

Il participa bientôt à la résistance d'obédience communiste et acquit d'importantes responsabilités dans les FTPF, le FN et l'appareil clandestin du PC. Dès la fin de 1941, il récupérait des armes et des munitions et était en contact avec Julien Dapère*. Il intégra les FTPF des Pyrénées-Orientales en décembre 1943. Le CMR lui confia aussitôt la responsabilité du secteur de la vallée de l'Agly, dans le nord du département du détachement « Babeuf » de la 411^e compagnie, actif dans la basse vallée de l'Agly et le nord du Roussillon. Il participa à la création de groupes de FTP « légaux », répartis dans plusieurs communes de cette zone. Mais cette implantation demeura faible. André Lacoste était alors connu sous le pseudonyme d'« Abel », son second prénom de l'état civil. Pour des raisons de sécurité, André Lacoste se réfugia en Ariège le 12 avril 1944. Après son départ dans le département voisin, le détachement Babeuf de la 411^e compagnie ne comprenait plus que deux hommes et était à réorganiser totalement.

En Ariège, il fut bientôt chargé d'importantes fonctions, devenant le responsable du PC clandestin et du FN. Il fut aussi promu à l'état major départemental des FTPF et devint « inspecteur des maquis » (FTPF) du département. Ceux qui étaient implantés dans le Pays d'Olmes et dont il avait supervisé, après Georges Delcamp*, la formation furent attaqués. De violents combats eurent lieu, opposant les maquis des FTP et des *guerrilleros* de l'AGE aux Allemands, miliciens et GMR, à Vira (9 juin 1944) et à Roquefixade (6-7 juillet 1944) où 17 maquisards furent tués. Il retrouva à l'occasion Amilcare Calvetti*, de Sète (Hérault), ancien responsable des FTP des Pyrénées-Orientales, devenu commandant du maquis de Vira.

Il revint dans les Pyrénées-Orientales dès septembre 1944 afin de reprendre sa place à l'UD-CGT et assurer la reconstitution de la 32^e Région fédérale du Bâtiment.

Le XXIX^e congrès de l'UD-CGT des Pyrénées-Orientales à Perpignan, 15 février 1946, l'élut à la commission administrative et il devint secrétaire permanent de l'UD des syndicats CGT des Pyrénées-Orientales (le secrétaire général était Pierre Terrat*). André Lacoste siégea pendant de nombreuses années à la CA de l'UD-CGT. En 1946, il fut élu secrétaire du conseil d'administration de la caisse primaire d'Assurance maladie des Pyrénées-Orientales. En 1974, il était toujours délégué à la caisse primaire de sécurité sociale comme représentant de la CGT au collège des salariés : il avait été successivement élu premier vice-président (juillet 1947),

5^e vice-président (juin 1950) et président (novembre 1955) au conseil d'administration de la caisse primaire de sécurité sociale des Pyrénées-Orientales. À cette date, la CGT détenait 20 mandats sur 30 (64, 24 %) aux conseils des caisses départementales de Sécurité sociale et des Allocations familiales.

Le 14 février 1984, il fut l'un des signataires de l'appel départemental «Pour la démocratie, nous refusons la haine». En 1986, il écrivit une autobiographie qui demeura inédite. André Lacoste adhérait à la FNRDIP, à l'UNRPA —dont il était le président d'honneur à Rivesaltes et membre du bureau départemental— et à l'ARAC dont il était le président départemental en 1987. Il fut aussi, après la 2^e Guerre mondiale, conseiller municipal de Rivesaltes. Après son décès soudain, il fut enterré civilement le 24 septembre 1987. Son vieil ami Émile Dardenne lui rendit un dernier hommage dans *Le Travailleur Catalan*.

ŒUVRE INÉDITE : *Cinquante ans de vie militante*, manuscrit, 63 p. Perpignan.

SOURCES : Arch. Dép. Pyrénées-Orientales, 3 M 11-98 ; 2 E 4741, état civil d'Espira-de-l'Agly. —Arch. com. Rivesaltes, état civil. —André Balent, notice *DBMOF*, t. XXXIII, 1988, pp. 65-66. —Roger Bernis, *Les Pyrénées-Orientales sous la IV^e République*, Thèse de droit (dactylographiée), Montpellier, 1971. — Roger Bernis, *Roussillon politique. Du réséda à la rose, 1. Le temps de quatrième*, Toulouse, Privat, 1984, p. 267. — Michel Cadé, *Le parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées-Orientales 1920-1939*, Marcevol (Pyrénées-Orientales), Éditions du Chiendent, 1988, 347 p. [en particulier les pp. 233-234]. — Émile Dardenne, « Adieux à André Lacoste », *Le Travailleur Catalan*, 2 octobre 1987. —Ramon Gual & Jean Larrieu, « Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane », II b , « De la Résistance à la Libération », *Terra Nostra*, 93-94-95-96, Prades, 1998, p. 479, p. 498, p. 506. —Jean Larrieu, « Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane », I, « Chronologie des années noires », *Terra Nostra*, Prades, 1994, 89-90, p. 51. —Olivier Nadouce, *L'Ariège, terre de résistance. La bataille de Vira*, Alan Sutton, Saint-Cyr-sur-Loire, 2008, 157 p., [p. 40, p. 45, p. 157]. —Georges Sentis, *Les communistes et la résistance dans les Pyrénées-Orientales, 1, Dans la tourmente, février 1939 – novembre 1942*, Lille, Marxisme / Régions, 1983, pp. 79-80. —Georges Sentis (éd.), *Les archives des FTP catalans (hiver-printemps 44)*, Lille, Marxisme / Régions, 1984, p. 7, p. 58, p. 66.— Georges Sentis, *Les communistes et la Résistance dans les Pyrénées-Orientales. Biographies*, Lille, Marxisme / Régions, 1994, pp. 21-22. — *L'Action syndicale*, août-septembre 1937, janvier 1938, janvier 1939, 15 mars 1946. —*Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 23 décembre 1938. —*Le Travailleur catalan*, 3 octobre 1936, 13 mars 1937, 30 juillet 1938. —*L'Indépendant*, 14 février 1984. —*L'Indépendant*, Perpignan, 24 septembre 1987, avis mortuaires. —Entretien avec Émile Dardenne, 13 octobre 1974.

ICONOGRAPHIE : *DBMOF*, XXIV, 1985, cliché hors texte, grève du bâtiment en 1937. —Nadouce, *op. cit.*, p. 40, pp. 156-157, photo de groupe : commémoration de la bataille de Roquefixade (Ariège), juillet 1945, au centre, au premier plan.

André BALENT

*

GROS Pierre, Alain, Gaston

Né le 29 août 1932 à Nîmes (Gard) ; professeur ; militant syndicaliste, secrétaire de la section départementale du Gard du Syndicat national de l'enseignement technique (1961-1966), membre de la commission administrative nationale et du bureau national du Syndicat national des enseignements de second degré (1966-1991), secrétaire de la section départementale du Gard de la Fédération de l'éducation nationale (1970-1992) ; militant socialiste, adjoint au maire de Saint-Christol-lez-Alès (Gard).

Fils d'un voyageur de commerce devenu cadre commercial dans la firme Saint-Gobain, d'opinion gaulliste, syndiqué d'abord à la CGT puis à la CGC, et d'une mère sans profession, Pierre Gros reconnaissait avoir été influencé pour son engagement militant par son grand-père maternel, d'origine corrézienne, syndicaliste aux PTT, socialiste et franc-maçon (Grand Orient de France). Il fut élevé avec sa sœur cadette suivant une éducation traditionnelle laïque. Baptisé catholique, il fit sa communion solennelle. Plus tard, il fut fortement influencé par le protestantisme cévenol (traditions, culture, histoire...). Gros suivit sa scolarité primaire au petit lycée de filles de Nîmes de 1937 à 1943 puis effectua ses études secondaires classiques au lycée de garçons Alphonse Daudet, de la 7^e au baccalauréat, avec un bref passage chez les

frères de l'Assomption en 1944-1945. Après une interruption de sa scolarité en 1951, due à une pleurésie, il obtint le baccalauréat philosophie en 1952 et entama des études supérieures à la faculté des lettres de Montpellier. Ayant obtenu le certificat d'études littéraires générales, il décida de monter à Paris à la rentrée 1953. Après une année à l'Institut d'Études politiques de Paris, Gros bifurqua vers une licence d'histoire-géographie (mention histoire) à la Sorbonne qu'il termina en 1958. Au cours de cette période, il dut exercer des petits boulots variés et rencontra beaucoup de monde, au Groupe des étudiants en Histoire et à la Cité universitaire du boulevard Jourdan de Paris puis à celle d'Antony et commença à militer. D'abord sympathisant du Parti communiste français, membre de l'Union de la jeunesse républicaine de France, il fut ensuite membre des Jeunesses ménéziennes et surtout militant anticolonialiste : il partagea avec Claude Quin* la présidence de l'association des étudiants anticolonialistes de la Cité universitaire internationale, se lia avec Ahmed Ben Taleb, président de l'UGEMA qui lança en 1956 la grève des étudiants musulmans algériens. C'est également au cours de cette période qu'il rencontra Janine Monnot, étudiante en histoire, qu'il épousa à l'église à Narbonne, le 24 avril 1957, qui devint professeur et avec laquelle il eut deux enfants.

De 1958 à 1960, Pierre Gros effectua son service militaire au 23^e Régiment d'Infanterie en Algérie puis en France ; sergent, il fut cassé pour indiscipline et muté au 22^e Bataillon de Chasseurs alpins à Nice.

Gros enseigna comme maître auxiliaire au lycée technique Dhuoda de Nîmes. Devenu adjoint d'enseignement, il fut reçu au CAPET en 1963. Affecté comme professeur certifié au lycée technique d'Alès à la rentrée suivante, déchargé de service à temps partiel à titre syndical de 1967 à 1992, il ne devait plus quitter cet établissement, où il prit sa retraite en 1994, promu par liste d'aptitude au grade d'agrégé en 1992.

Syndiqué dès le début de sa carrière au SNET, Gros participa au congrès national de 1961, où il fit la connaissance de Louis Astre*, tout nouveau secrétaire général. Ce dernier l'engagea dans le militantisme syndical ; une longue amitié, non sans désaccords entre ces deux fortes personnalités, fut dès lors scellée. Gros devint secrétaire départemental du Gard, secrétaire adjoint de la section académique au côté d'André Liron*, il entra à la commission administrative nationale comme suppléant en 1963, puis titulaire en 1964 sur la liste « autonome » puis, en 1966, lors de la création du nouveau SNES, dont Astre fut le premier co-secrétaire général, fit partie de la CA nationale au titre du SNET et de la majorité autonome. Il devait en rester membre jusqu'en 1992, dans la minorité « Indépendance et Démocratie », puis « Unité, Indépendance, Démocratie » et enfin UID-Rénovation. Membre du bureau national de 1967 à 1991, siégeant à la commission des conflits, il fit la jonction entre les périodes où se succédèrent comme leader national du courant UID, Astre et Jacques Estienne*, et fut une sorte de cheville ouvrière de cette tendance dans le SNES durant une vingtaine d'années, responsable du fichier et de la constitution des listes au plan national et dans les académies. Personnalité à la jovialité méditerranéenne, militant reconnu et respecté par tous, tant dans son syndicat que sa fédération, il fut sollicité à plusieurs reprises par Astre puis les secrétaires généraux de la FEN (James Marangé* puis André Henry*, qu'il rencontrait régulièrement) pour prendre des responsabilités au niveau national mais il refusa toujours, préférant se consacrer au militantisme dans sa région à laquelle il était très attaché, tout en étant membre de la CA fédérale puis du Conseil fédéral national de 1972 à 1992.

Son appartenance au Grand Orient de France à partir de 1965, la sincérité de son militantisme, son sens du contact humain lui permirent de tisser un réseau de relations y compris avec ses adversaires. Proche du Parti socialiste unifié à la fin des années 1960, partisan de l'union de la gauche, Gros fut élu en 1965 premier adjoint à la municipalité de Saint-Christol-lez-Alès dirigée par un maire communiste et participa à partir de 1966 avec Liron à la direction hétérogène de la section académique du SNES dont Pierre Antonini*, alors militant du PSU, était le secrétaire général de la liste B puis « Unité et Action » depuis 1957. Une longue amitié, elle aussi non dénuée de conflits, liait les deux militants. En 1967, à

la suite du décès du maire de sa commune, ses camarades communistes mirent la condition de son adhésion au PCF pour qu'il lui succède à la tête de la municipalité. Il refusa ; la campagne de dénigrement qu'ils menèrent contre lui le blessa et dès lors, il mena le combat politique, non seulement contre la droite mais aussi pour réduire l'influence communiste, y compris dans le SNES, où la majorité venait d'être conquise par « Unité et Action », et dans la FEN.

En 1971, Gros adhéra au Parti socialiste, comme Antonini deux ans plus tard, mais rompit définitivement avec lui pour la cogestion de la section académique (S3) de Montpellier du SNES ; cependant les listes académiques UID puis UIDR qu'il constitua ne réussirent jamais à mettre en péril la majorité Unité et Action de son camarade de parti.

En revanche, Gros s'attacha à la reconquête de quatre sections départementales de la FEN sur cinq de la région Languedoc-Roussillon, dirigées par des militants « Unité et Action », mission confiée par Marangé à Michel Bélorgeot* (SNES), Georges Frêche* (SNESup) et lui-même, lors d'une réunion de militants autonomes près de Montpellier. Les deux premiers ayant embrassé une carrière politique, il continua de mener à bien la mission avec le concours des militants UID du SNI. Secrétaire départemental adjoint de la section du Gard à partir de 1963, il succéda à Roger Bourderon* et Gautier (militants communistes) à sa tête en 1970 et devait en rester secrétaire jusqu'en 1992. À la suite de la prise de la direction de la section de l'Aude, dont le secrétaire, Marcel Peytavi*, était « Unité et Action », il contesta à Antonini,



Pierre Gros, au centre, lors d'un congrès du SNES (délégation académique de Montpellier) ; à sa gauche, Pierre Antonini.

qui cumulait le secrétariat académique du SNES et le secrétariat départemental de la FEN de l'Hérault qu'il avait perdu et retrouvé à deux reprises après 1968, la responsabilité de coordonnateur régional fédéral. Ce dernier dut accepter en 1975 que Gros assume cette responsabilité et siège au Conseil économique et social régional et il perdit d'ailleurs la direction de la FEN de l'Hérault en 1976. L'année suivante, la section départementale de la FEN des Pyrénées-Orientales, la dernière de la région à être dirigée par un militant « Unité et Action », rejoignit la majorité. Gros conserva la coordination régionale de la FEN jusqu'en 1982 et eut l'occasion de mener les actions fédérales et de faire participer la fédération à diverses actions unitaires, notamment la grève de soutien aux viticulteurs du Languedoc-Roussillon en 1976, ce qui ne fut pas du goût de la secrétaire départementale du Syndicat national des instituteurs du Gard, Maguy Espaze*, qui approuva en revanche la grève de soutien aux mineurs d'Alès en 1980. De façon générale, ses relations avec les militants du SNI dans l'académie furent cordiales et amicales. S'il entretenait de très bons rapports avec André Ouliac*, qui eut une certaine influence sur son militantisme, ce ne fut pas toujours le

cas avec son successeur à la tête du SNI national, Guy Georges*. Gros, fondateur avec ce dernier d'École et Socialisme, principal animateur dans sa région de cette association interne au Parti socialiste, rivale de Démocratie et Université, veilla toujours à ce qu'elle ne soit pas un outil de propagande du projet de l'« École fondamentale » du syndicat des instituteurs qu'il n'approuvait pas. En 1981, il fut chargé officieusement par la FEN d'assurer une liaison avec certains élus du PS, notamment dans une commission chargée de préparer le projet de loi sur les langues et cultures régionales.

Avec les lois de décentralisation de 1982, Gros s'investit un peu plus dans le Conseil économique et social régional où il avait obtenu la confiance du président Philippe Lamour* et occupa une vice-présidence et la responsabilité de président de la section Education, Sports et Culture jusqu'en 1993.

En 1992-1993, à la suite de l'exclusion du SNES et du SNEP de la FEN, Gros opta pour l'adhésion au Syndicat des Enseignants. Son insertion dans le nouveau syndicat et la nouvelle FEN n'en fut cependant pas facilitée, bien qu'il ait participé dans le Gard, à la formation syndicale d'Hervé Baro, secrétaire national du SNI-PEGC puis secrétaire général du SE. Il perdit sa responsabilité de secrétaire départemental de la FEN, n'en obtint aucune dans le SE, tout comme Estienne, et retrouva un service complet d'enseignement durant les deux dernières années de sa carrière professionnelle.

Gros, président de l'Association d'éducation et d'information du consommateur-FEN dans son département depuis le début des années 1980, s'investit alors un peu plus dans ce type de militantisme associatif et devint président de 1994 à 1997 d'un Centre technique régional de consommation où se retrouvaient toutes les associations de consommateurs d'origine syndicale. Cet engagement complétait ses autres militantismes anciens à l'Union rationaliste, à la Ligue des Droits de l'Homme, à Amnesty International et, depuis sa prise de retraite, à la Fédération générale des retraités et à l'Union des délégués de l'Éducation nationale.

Au plan politique, Gros, qui avait été membre de la commission exécutive départementale du PS en 1973 et en avait démissionné en 1979 pour se consacrer à son travail syndical, militait toujours dans son parti, assumant la fonction de trésorier de la section de Saint-Christol.

Progressivement handicapé par une maladie pulmonaire, Pierre Gros présidait une Association pour la poursuite de la réhabilitation respiratoire et apportait son concours à la rédaction de notices biographiques pour le nouveau *Maitron*.

SOURCES : Arch. de l'IRHSES. — Arch. de la FEN, CAMT de Roubaix. — Presse syndicale. — Arch. et renseignements fournis par l'intéressé. — Témoignages oraux. — Notes de Julien Veyret.

Alain DALANÇON

Notice du *DBMOMS*, tome 6, publiée avec l'accord de l'auteur et de l'intéressé.

*

LECTURES CHOISIES :

Miquèl RUQUET, *Déserteurs et insoumis de la Grande guerre, (1914-1918) sur la frontière des Pyrénées-Orientales*, préface d'André Balent, Editions Trabucaire, Canet, 2009, 549 p.

Quand on s'est intéressé au refus de la guerre pendant la période 1914-1918, ce sont les mutineries de 1917 qui ont attiré le plus l'attention. L'insoumission, la désertion auxquelles la configuration géographique de *frontière* est particulièrement favorable, sont cependant aussi

un aspect du refus du conflit et sont un « tabou de l'histoire française ». C'est pourquoi le gros ouvrage de Miquèl Ruquet, aboutissement d'une recherche universitaire très fouillée, présente un intérêt particulier. L'étude s'étend même bien au delà du conflit puisque l'auteur montre que pour certains, c'est jusqu'en 1940 que les conséquences s'en sont fait sentir.

Entre 1914 et 1918, les Pyrénées-Orientales ont versé un peu plus que d'autres départements l'impôt du sang. Pourtant l'insoumission et la désertion, certes beaucoup moins importantes qu'en 1870, y ont revêtu une ampleur supérieure à celle de l'armée française dans son ensemble, 1,81% des mobilisés pour les déserteurs, 2,86 % pour les insoumis. Ceux-ci sont seulement ceux du département, mais l'étude ne fait pas abstraction des autres, originaires d'autres départements ou même d'autres pays alliés, qui sont passés par le département et se sont retrouvés de l'autre côté de la frontière. La montagne, plus qu'un obstacle, a été en effet un moyen de salut. Il n'existait pas moins de dix sept chemins pour passer de l'autre côté de la frontière. C'est dans les cantons de Saillagouse en Cerdagne et de Prats-de-Mollo dans le Haut Vallespir que le phénomène a été le plus massif (4/5 des déserteurs et insoumis), car c'est là aussi que les facilités de passage étaient les plus grandes. Pour expliquer ce phénomène, Miquèl Ruquet montre qu'il s'inscrit dans un ensemble de rapports transfrontaliers traditionnels, commerciaux et de contrebande, de travail, religieux, procédant aussi parfois de liens familiaux, favorisés en outre par une langue commune, le catalan. Le microcosme local a donc joué à plein. Dans le détail, l'auteur expose la variété des situations d'insoumission. Une partie de celle-ci est le fait de mobilisables déjà installés en Espagne –attirés auparavant par la prospérité de Barcelone–, ou même à l'étranger en Argentine par exemple et dont seule une fraction est rentrée. L'insoumission politique (celle de prêtres catholiques ou de familles légitimistes) est marginale. Les mouvements antimilitaristes dont l'influence, présente chez les ouvriers bouchonniers, avait culminé vers 1909, n'ont eu que peu d'impact, en 1914. Les insoumis sont en majorité des ruraux traditionnellement hostiles au service militaire. Quant aux désertions, elles s'inscrivent dans une stratégie plus vaste d'évitement de la violence guerrière déjà subie ou à venir, de recherche, parfois désespérée, des moyens d'éviter celle-ci. Élargissant le champ de son étude, M. Ruquet s'intéresse à la réception des insoumis et déserteurs en Espagne, retrace les réactions de l'opinion espagnole face au conflit (une germanophilie au départ qui s'atténue au cours de la guerre). Les Pyrénées-Orientales avaient accueilli les déserteurs espagnols lors de la guerre de Cuba (1898). De nombreux travailleurs espagnols sont venus en France pendant la guerre, mais ne semblent pas avoir eu d'influence sur le phénomène de désertion.

Ces déserteurs, ces insoumis avaient laissé une famille en France. Celle-ci ne fut pas inactive. M. Ruquet examine l'action des femmes, qui cédèrent moins que les hommes au nationalisme ambiant. En cas de désertion, l'allocation militaire était supprimée aux épouses et ceci favorisa des retours. Des femmes aidèrent parfois les déserteurs et parmi celles-ci, des prostituées. Les femmes passèrent la frontière pour leur apporter des secours, rejoignirent les maris en Espagne. Les tribunaux se montrèrent assez cléments à leur égard, provoquant de ce fait l'ire des autorités militaires. Les familles tout en exprimant une condamnation de principe de la désertion, n'en manifestèrent pas moins de la compréhension, voire de la complicité.

Une importante partie du livre (80 pages) est consacrée aux efforts des autorités pour contrôler la frontière et ne concerne plus seulement la désertion ou l'insoumission, mais tous les rapports entre la France et l'Espagne à cette époque. Il n'existait pas de plan préalable pour contrôler la frontière. Les Français voulaient naturellement empêcher la propagation de la propagande allemande, bloquer éventuellement l'action des anarchistes catalans, interdire l'exportation de chevaux et mulets, d'or ou de métaux rares. Cette action fut peu efficace. La contrebande continua sur une grande échelle, avec parfois la complaisance des douaniers. Les déplacements des individus furent favorisés par le laxisme extraordinaire des maires – contrebandiers eux-mêmes parfois– qui accordèrent largement les autorisations et sauf-conduits nécessaires. Les efforts multiples et proliférants des autorités (armée, police –

régulière et spéciale— douaniers, personnel des eaux et forêts) en nombre insuffisant d'ailleurs pour couvrir l'ensemble de la frontière, se révélèrent en partie vains. La tradition locale d'antiétatisme dans ce domaine semble avoir été déterminante.

Enfin M. Ruquet examine le devenir des déserteurs après le conflit. Ceux-ci comptaient sur une amnistie totale et rapide. Elle était impensable surtout après la victoire. Les amnisties qui se succédèrent jusqu'en 1937 furent au contraire partielles, ne concernèrent pas les insoumis. Les déserteurs qui revinrent durent accomplir des peines de prison. Les autres s'installèrent à Barcelone, à Figuières, dans les villages au-delà de la frontière et s'insérèrent plus ou moins bien dans la société espagnole. L'étude de M. Ruquet appuyée par une vaste bibliographie, des cartes, des photographies, présente donc un tableau très complet, très minutieux, très vivant, du phénomène étudié. Elle cite de nombreuses correspondances, fait revivre tout un petit monde grouillant et mouvant, de part et d'autre de la frontière. Elle constitue, comme le dit André Balent, qui préface le livre, un « ouvrage de référence » et une contribution importante et neuve aux études sur la guerre de 1914-1918.

Raymond HUARD

*

Les Mémoires de Puisserguier. « Fontjun », Puisserguier, avril 2010. 36 pages, 8 euros.

[À commander directement auprès de l'association « Les Mémoires de Puisserguier », 7, rue de la remise, 34 620 Puisserguier].

L'association « Les Mémoires de Puisserguier » vient d'avoir une heureuse initiative, la publication d'un cahier consacré à l'affaire de Fontjun. Pour mesurer l'intérêt de l'ouvrage, il faut revenir sur les caractéristiques de cet événement. Dans la nuit du 7 au 8 juin 1944, un convoi de Résistants, partis de Capestang pour former le maquis Latourette, est intercepté au col de Fontjun, à quelques kilomètres de Saint-Chinian, par les troupes d'occupation. 5 Résistants sont tués lors de l'accrochage, 18 étant exécutés le 9 à Béziers. En guise de représailles, les Allemands déportent par ailleurs 179 habitants de Capestang, commune jugée complice de l'opération. Fontjun va devenir par la suite, dans le Biterrois, le symbole le plus sanglant de la Résistance et de la répression nazie.

L'intérêt de l'ouvrage est double. D'une part, il réédite un petit opuscule, celui de Pierre Sonnier, membre du Mouvement de Libération Nationale, qui, dès 1945, le publie pour relater les événements. Cette brochure était devenue introuvable et on ne peut que remercier *Les mémoires de Puisserguier* de la rééditer. L'autre composante de la revue est d'une autre nature. Il s'agit d'un témoignage inédit, celui d'Antoine Colombié, Résistant, futur président du comité de Libération puis maire SFIO de Maureilhan. Écrit plus de trente ans après l'événement selon son fils, c'est, à notre connaissance, l'un des rares récits de Résistants de cette affaire.

La confrontation des deux récits apporte des éclairages nouveaux sur ces événements. D'une part, le récit d'Antoine Colombié met l'accent sur un certain nombre d'erreurs dans la préparation de la montée au maquis, générant un retard qui sera fatal sur l'horaire et donc sur la capacité des Allemands à réagir. En creux, les divergences entre le récit de Colombié et celui de Sonnier montrent l'intérêt de confronter ces dernières avec les autres sources (rapports de police et de gendarmerie, rapports allemands) pour avoir une vision plus globale de ces événements. Antoine Colombié, fait aussi le récit de l'accrochage de Fontjun, expliquant notamment sa blessure, sa fuite et l'assistance dont il a pu bénéficier pour être soigné et caché. Après avoir rappelé la fusillade des dix-huit Résistants à Béziers, le texte s'achève par le témoignage de trois autres participants, Paul Azéma et Carrere, de Capestang, ainsi qu'Henri Amouroux de Nissan.

Enfin, parmi ces deux récits, l'association a intégré quelques documents. On notera la retranscription du poème écrit par Etienne Cauquil consacré à la fusillade de Béziers, et plus fondamentalement à sa mère et son père qui firent partie des victimes.

Le choix éditorial a été de ne pas annoter ni de corriger les deux textes. On peut comprendre cette volonté de respecter les œuvres concernées. Cela rend néanmoins plus difficile parfois la compréhension, quand on ne connaît pas les individus et leur rôle dans la Résistance. Par ailleurs, cela n'a pas permis de corriger deux coquilles : Pages 8 et 11, sont cités Proudhet et Bourdet. En fait, il s'agit de la même personne, Jean Broudet, qui n'est pas de Puisserguier mais de Béziers (voir sa notice dans le *Maitron*).

Pour conclure, cette revue est un document incontournable sur la tragédie de Fontjun. C'est un matériau indispensable à qui veut aborder une recherche histoire sur ces événements.

Olivier DEDIEU

P.S : On pourra aussi se procurer avec intérêt le CD-ROM, *Capestang, la rafle du 9 juin 1944*, produit par l'Amicale des déportés et prisonniers de Guerre de Capestang. Ce recueil de témoignages de déportés de Capestang est vendu au profit de la Ligue contre le cancer au prix de 10 euros.

NOTES DE RECHERCHES :

« ON A ÉTÉ BIEN REÇUS, ÇA OUI, PARCE QU'ON ÉTAIT UNE "FAMILLE FRANÇAISE" QUI REVENAIT. » HISTOIRE FAMILIALE DE DEUX « DESERTONS » DU VALLESPER EN 1914-1918

La Guerre de 14-18 fait partie des événements de notre histoire, avec les guerres de religion, la Révolution et plus tard l'Occupation, qui ne laissent pas la mémoire sociale en paix. L'étude de ceux qui ont refusé de se battre se situe sur les marges de l'histoire officielle, en marge donc de l'idéologie et des constructions « mythologiques » qui ont forgé et forgent encore la nation. Poser la question des réfractaires, c'est poser la question de l'adhésion à la guerre des combattants et de leur famille, poser aussi celle du sentiment national à la périphérie de la France et enfin questionner une histoire officielle¹. Des débats récents autour d'un amendement² qui cherchait à imposer une vision positive de la colonisation ont admis comme principe qu'il n'y a pas d'histoire officielle dans notre pays. En réalité, elle existe bien. Nous le savons, même si ce n'est pas une règle écrite. L'histoire officielle est souvent le produit de prétendues évidences et aussi celui de l'idéologie dominante. Elle est le fait d'une société qui veut masquer ses plaies et ses erreurs. Cette histoire se cache derrière un vocabulaire où les mots changent de sens : l'annexion devient la réunion ou le rattachement et les massacres sont des sacrifices. C'est ce que le grand historien Henri Marrou appelait « ce passé en images d'Épinal que l'orgueil des grands États modernes inculque, dès l'école pri-

¹ JULIA, Dominique, « Enseignement de l'histoire », dans LE GOFF, Jacques, CHARTIER, Roger, REVEL, Jacques, (dir.), *La Nouvelle Histoire*, Paris, Retz, CEPL, 1978, 575 p., p. 163. « L'histoire est d'abord une série de luttes où la cohésion nationale triomphe les armes à la main. [...] La geste française est celle du courage qui se dresse au prix du sacrifice de la vie à la patrie des valeurs universelles ».

² L'amendement est devenu l'article 4 de la loi du 23 février 2005. « Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer. » La chambre des députés a refusé son abrogation le 26 novembre 2005. Depuis, sur décision du président de la République, M. J. Chirac, l'article contesté a été abrogé.

maire, à l'âme innocente de ses futurs citoyens¹ ». Dans notre thèse sur les déserteurs et insoumis de la frontière pyrénéenne – spécialement en Catalogne du Nord et Euzkadi – le concept de nationalité apparaît trouble dans l'esprit des réfractaires et de leurs descendants : que signifie être Français ou Espagnol quand on peut échapper aux charges de l'État en traversant la frontière et rester Catalan ou Basque. Un tel exemple est donné par une famille de « *desertons* »² du Vallespir, en réalité deux insoumis originaire de Coustouges/Costoja, une commune proche de Saint-Laurent-de-Cerdans dans les Pyrénées-Orientales. En octobre 2008, nous avons réalisé les interviews en catalan du fils Joan, de la fille Maria et du petit-fils Joan d'un insoumis, Joan Iglesias i Juanola. Les paroles des trois interviewés ont été mélangées dans cet article afin de garder la cohérence temporelle, la structure se basant sur l'enregistrement du témoignage du petit-fils Joan³.

La famille est originaire du sud de la frontière d'État, en Espagne. « *Le grand-père du grand-père de mon père était garde civil à Llorona. Le grand-père de mon père est né à Palauverd [...] au pied de la chapelle de la Mare de Deu del Mont, quelque part entre Tortellà, Bassegoda, et Llorona, je ne sais exactement dans quelle commune. De Palauverd cette famille va déménager au Suquet au dessus de Mallorca aux limites de Farreros près d'Albanyà. De là, du Suquet, Ils vont venir à Fontjoncosa. [...] Fontjoncosa est sur le territoire français [sur la commune de Costoja/Coustouges]. Vers 1888-1889, ils s'installent à Fontjoncosa. [...] C'est là que le père de mon père naît en 1891. [...] De Fontjoncosa, ils vont aller, la famille de mon grand-père avec ses parents, aux Pinyers. Là aux Pinyers est né l'oncle Jep, c'est à dire Josep Juanola, [...] le 18 décembre 1893.* » Joan Iglesias i Juanola né en 1891 et le second fils, Josep Iglesias i Juanola sont les deux "desertons". Ils ont quatre sœurs et deux frères plus jeunes. « *Des Pinyers, encore sur la commune de Costoja, ils se dépacent à la Muga de Baix, [...] autour des années 1902-1903* ». En 1904, « *quand l'oncle Pere est né* » ils étaient agriculteurs au mas de la Muga de Baix, sur la commune de Costoja. « *De la Muga de Baix ils vont à la Pineda, c'est à ce moment-là qu'ils vont passer la frontière* ». Une autre fille « *la tante Cecília* » naît au mois de septembre 1908 à la Pineda, à quelques mètres au sud de la frontière. « *Après la Pineda [...] ils vont partir au Bertran, [...] c'est-à-dire sur la commune d'Albanyà, sur l'autre rive de la Muga. [...] C'est là qu'est née une tante, une sœur de ces "desertons" [...] le 10 mars 1914. [...] Mon arrière-grand-père, Jaume Iglesias i Brunyol, est mort au Bertran en mars 33 [...] et la grand-mère de mon père, Catarina Juanola, c'est à dire le père et la mère de ces "desertons", [...] est morte aussi au Bertran, le 26 août 1914, [...] quand la guerre a éclaté. [...] Là-bas aussi, à Carbonills, [sur le territoire d'Albanyà] sont enterrés mon bisaïeul et ma bisaïeule.* » C'était une famille transfrontalière qui passait d'un côté à l'autre de la frontière d'état, en fonction des fermes à louer.

« *[Les "desertons"] avaient passé la frontière avant d'être appelés au service militaire. [...] Quand la guerre de 14 éclate, ils étaient de l'autre côté. [...] C'est à dire, ils ont dû être mobilisés, ils n'ont pas bougé. Ils vont rester là-bas. [...] Ils ont été insoumis et ne sont plus revenus avant 1950. [...] Quand ils vont arriver [à Saint-Laurent-de-Cerdans], [Joan] n'avait pas encore 60 ans mais comme la famille était nombreuse, ils ne lui ont rien dit. [...] Ils vont trouver que vivre en France était mieux.* » En vérité, l'âge de prescription de l'insoumission est à 53 ans. Cela faisait sept ans que le délit était prescrit quand il revient en France. « *À la Noël 1950 ils sont revenus et se sont installés la Masada, une ferme qui est située à la Farga del Mig, où ils vont être métayers [sept] ans. [...] On a été bien reçus, ça*

¹ MARROU, Henri, *De la Connaissance historique*, Paris, Le Seuil, 1954, réédition Points, 1975, 316 p.

² Il s'agit d'une création linguistique des habitants du Vallespir. En catalan, on écrit normalement : « *desertors* ».

³ Entretien, en catalan, avec le petit-fils de Joan, Joan Iglesias, sa tante Maria et son oncle Joan, le 8 octobre 2008.

oui, parce qu'on était une "famille française" qui revenait. [...] Jamais personne ne va demander pourquoi [Joan] n'était pas venu, [...] combattre. [...] À la mairie de Saint-Laurent, [ils sont] très bien accueillis, très bien accueillis. [...] Tout le monde les aimait. [...] On ne leur demandait rien. [...] C'était une période où il y avait beaucoup d'enthousiasme, beaucoup de travail, à la fin de la guerre et chacun était bien accueilli pour le travail. [...] Nous avons beaucoup de "rendement" à la Masada, nous élevions vingt-cinq vaches pour le lait, nous engraissons au moins trente à trente-cinq porcs, il y avait aussi un troupeau de deux à trois cents brebis. [...] C'était un troupeau très important. [...] Et ensuite, après la Masada, [...] vers l'année 57, ils ont dû revenir à Costoja. Mon grand-père va s'installer tout proche de son lieu de naissance, car de la ferme de Costoja à l'endroit où il est né, il n'y a peut-être pas 800 mètres. C'est ainsi. Et là s'achève la vie de mon grand-père. [...] Il est mort le 11 janvier de 1966 ». L'acte de naissance donne cette information en marge : "Insoumis, si apparaît, prévenir la gendarmerie la plus proche".

Jep, le second "desertó" « est mort à Can Coll sur la commune d'Albanyà, [...] en territoire espagnol, [...] le 28 août 81. [...] Un certain nombre d'insoumis sont restés en Espagne. Lui, l'oncle Jep n'a jamais plus repassé la frontière. Il s'est marié à Albanyà. [...] J'ai encore un cousin germain de mon père [...] qui vit à Albanyà et qui est Français. » Il a gardé la nationalité française de son père. « On lui envoie les informations et les bulletins pour les votes, il ne sait jamais pour qui voter, il ne parle pas français, d'ailleurs mon père non plus ne parlait pas français, mais il garde la nationalité française. [...] Ils n'ont jamais plus repassé la frontière. Ce qui est intéressant [...] c'est quand les fils [de Joan] ont dû faire la guerre civile, car ils ont été appelés à Girona, ils les ont appelés pour faire la guerre civile espagnole, et ils vont aussi les appeler pour venir faire la guerre de quarante [en France]. Ils vont échapper à tout. [...] Cela va faire des jalousies. [...] Quand va commencer la guerre d'Espagne, [...] tous vont partir à la guerre à l'exception de Cisco et Met. [...] D'ailleurs, on va leur dire : "N'allez pas faire la guerre civile, vous êtes Français." [...] Le consulat [de Girona] leur a donné un papier : [...] "Posez ce papier à la porte comme quoi vous êtes Français." [...] Ils voulaient envoyer tout le monde au front. » □ Cette dernière phrase fait allusion au décret du gouvernement de la République espagnole du 12 avril 1938 : c'est la mobilisation des classes âgées (1927 et 1928) et des classes très jeunes (1941) d'où le nom de la « lleva del biberó ». Negrín, président du Conseil, espère redresser la situation militaire à la suite de la défaite des Républicains sur le front d'Aragon en mars-avril 1938. La mobilisation de nouvelles forces, en Catalogne principalement, devait, à son avis, entraîner la contre-offensive que sera la bataille de l'Èbre (juillet-octobre 1938). « [Les deux frères] sont allés au marché de Figueres, [le jeudi], ils ont été arrêtés pour être envoyés au combat, heureusement, quelqu'un les connaissait, quelqu'un d'important, [...] le propriétaire de la Trilla [...]. Ils vont arrêter trois ou quatre jeunes. [...] Ils voulaient gagner la guerre et ils vont la perdre. Pendant ce temps, la [...] mère se faisait du "souci" quand ils ne sont pas revenus à l'heure prévue, [elle] pleurait là-bas au Bertran. [...] [Les fils] s'en sont retournés à pied de Figueres, vingt-quatre kilomètres, on les a laissés filer. [...] Ils sont venus se cacher pendant la guerre civile à Saint-Laurent, l'un, Francisco s'est caché à la Fageda et l'autre, Met [Joachim] qui était le plus âgé, est venu aussi se cacher à la Fageda, ils ont dû vivre un peu clandestinement. [...] Et là ils travaillaient, tout le monde leur donnait du travail [...] à prix fait et les gens [en Espagne] se demandaient où ils étaient, certains pensaient qu'ils étaient partis à la guerre et ils étaient ici. Et couillon, quand la guerre s'est achevée, ils vont revenir chez eux. » Met a été réformé par l'armée française au conseil de révision de Prats-de-Mollo. « Au moment de la guerre de quarante, ils étaient en Espagne, ils vont donc être sauvés. [...] Cisco ne va pas être mobilisé, seuls les Allemands vont l'appeler, les Français non. [...] Il va être appelé par les Allemands alors qu'il était en Espagne, imagine-toi si [...] Cisco va venir faire la guerre pour les Allemands ! Il pensait qu'il était lui

aussi considéré comme déserteur, il va dire "je suis déserteur". Il ne l'était pas car les Français ne l'avaient pas mobilisé. [...] Deux classes n'ont pas fait leur service militaire, [...] on ne lui a rien demandé. » L'appel des Allemands est sûrement une référence au STO (Service de Travail Obligatoire) : les jeunes Français étaient obligés d'aller travailler en Allemagne, dans des usines ou des fermes.

Une autre question se pose : pourquoi le fils de Jaume a-t-il gardé la nationalité française alors qu'il a toujours vécu en Espagne ? *« L'autre nationalité ne l'intéresse pas. [...] Ou tu es Espagnol ou [tu es] Français. [...] Cela ne changeait rien pour lui. [...] Ils ont voulu garder la nationalité [française], jamais ils n'ont voulu être Espagnols, jamais, jamais, jamais. [...] Pourquoi changer [après] tant d'années ? [...] Là-bas, cela n'a aucune importance, personne ne dit qu'ils sont Français, il est considéré comme Espagnol, comme les habitants de là-bas, il n'y a pas de nationalité, on n'en parle pas. »* En fonction des circonstances, un enfant pouvait être Français et l'autre Espagnol. Lorsque les États ont des buts opposés, les individus recherchent la satisfaction de leurs intérêts, indifféremment, dans l'une ou l'autre des organisations étatiques, mais le plus souvent tentent d'échapper aux charges dans les deux. C'est ce que Peter Sahllins appelle une instrumentalisation des États par les populations, en particulier en Cerdagne¹ et c'est ce que font ces jeunes Français émigrés au Principat. La solidarité des populations frontalières face à la désertion ou à l'insoumission n'est pas un fait isolé. Aussi étrange que cela puisse paraître, certains déserteurs, réfugiés au-delà de la frontière, n'hésitent pas à revenir en France, avec la complicité des habitants. Il existe en effet plusieurs témoignages de déserteurs ou d'insoumis revenant chez eux depuis leur refuge. En août 1916, l'inspecteur spécial Dreuilh signale au commissaire spécial de Cerbère un fait de ce type : *« J'ai appris par une personne digne de foi, que tous les déserteurs de Villeroge, commune de Coustouges [Costoja], arrondissement de Céret, travaillent à peu de distance de chez eux, dans des fermes espagnoles et viennent tous les soirs à Villeroge [Vilaroja], où ils passent une partie de la nuit. [...] Ce sont : L... Albert, B... Joseph², C... Jacques, C... Joseph³. »* Ramon Sala a fait à André Balent un récit sur des pratiques identiques à Saint-Laurent-de-Cerdans et à Coustouges : *« Un citoyen de Saint-Laurent-de-Cerdans déserta et devint brassier dans un des mas de la « Solana », sur la commune de Tàpies, près du célèbre Corral de Falgarona, aux limites communales de Saint-Laurent. Chaque samedi, il revenait à Saint-Laurent passer le week-end avec sa femme. Les territoriaux, dont l'un était un contremaître d'une usine textile de Saint-Laurent, fermaient les yeux et jamais ils ne le dénoncèrent. À Coustouges, un déserteur n'alla pas très loin. Il était de l'autre côté de la Muga, à Riujmajor. En mettant un drap blanc à la fenêtre, sa femme lui signalait que les territoriaux qui surveillaient la frontière n'étaient plus au village. Il venait à la maison et se reposait un moment⁴. »* En Cerdagne, depuis Valcebollère, un chemin aboutit au village espagnol de Dòrria⁵ (Ripollès) où se sont réfugiés la plupart des déserteurs de la

¹ SAHLINS, P., *Boundaries. The making of France and Spain in the Pyrenees*, Berkeley, The University of California Press, 1989).

² ADPO 1 R 483 : registres matricules de la classe 1906. Joseph Mathias Jean B..., né le 17 septembre 1886 à Coustouges, est ouvrier trépointeur. Il est rappelé en août 1914 au 24^e RIC. Évacué sur l'hôpital de Nîmes, il obtient une permission en mai 1915. Il est porté déserteur le même mois. Selon le document, « des renseignements plus précis ne peuvent être donnés ». Il se présente le 15 janvier 1925 à Montpellier. Il est condamné par le conseil de guerre du 24 mars 1925 à 4 ans de prison pour désertion à l'étranger en temps de guerre. L'exécution de la peine est suspendue le 31 mars 1925. Il bénéficie de la remise du restant de la peine le 28 mai. Il est amnistié par la loi du 3 janvier 1925.

³ ADPO 1 M 622 : rapport de l'inspecteur spécial Dreuilh au commissaire spécial de Cerbère le 9 août 1916.

⁴ Récit de Ramon Sala que nous a rapporté A. Balent en décembre 2004.

⁵ Le texte français parle de Dorri : il s'agit de Dòrria, village de la vall de Ribes qui a maintenu de nombreux liens avec Valcebollère, entre autres de contrebande. Note d'A. Balent.

commune. Comme il y a peu de surveillance exercée, ces déserteurs se sentent si tranquilles qu'ils viennent de Dòrria cultiver eux-mêmes leurs champs¹.

Par ces temps de débat nauséabond sur l'identité nationale, on ne saurait trop conseiller de relire certains rapports de police écrits pendant la guerre de 14-18. Le commissaire spécial d'Arles-sur-Tech, devant le nombre élevé de déserteurs dans la commune de Saint-Laurent-de-Cerdans, se livre à une enquête à ce sujet en août 1917. Il conclut qu'il n'existe pas, dans ce village, d'agence de désertion. Mais il ajoute : « Il ne faut incriminer que le fâcheux état d'esprit des habitants qui ne considèrent pas, en général, la désertion comme un déshonneur, et qui n'hésitent pas, soit à indiquer aux déserteurs le chemin à suivre pour franchir la frontière, soit à favoriser leurs correspondances ou leurs entrevues avec les membres de leurs familles. » Il rappelle un rapport du 8 juillet : « Les autorités locales de Saint-Laurent-de-Cerdans paraissent faire leur devoir, mais elles sont incapables de modifier la mentalité de la population². » Une partie de la population du Vallespir a tendance à se solidariser avec les déserteurs. Leur nombre important fait sauter les contraintes sociales et idéologiques. Sur la frontière, le sentiment national a moins d'importance que l'envie de vivre.

Miquèl RUQUET

Archives départementales des Pyrénées-Orientales. 1 R 552. Prescription du délit d'insoumission d'un soldat de Catalogne du Nord.

¹ ADPO 1 M 614 : rapport du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet, le 2 septembre 1915.

² ADPO 2 R 227 : rapport du commissaire spécial d'Arles-sur-Tech au préfet, le 9 août 1917.

LES « GRÈVES ROUGES » DANS L'HÉRAULT (1947-1948).

« Il y a maintenant d'autres batailles à gagner » (*Le Travailleur du Languedoc*, 16 septembre 1944).

Les syndicats commencent à se reconstituer dès les lendemains de la Libération : en trois semaines tous sont en état de nommer leurs représentants. Certes, les temps sont difficiles ; la guerre n'est pas terminée mais les attentes ardentes de la population qui a beaucoup souffert ne peuvent être comblées en raison de la situation économique. Le préfet Weiss dit subir en octobre et en novembre 1944 « de vives interpellations sur les insuffisances du ravitaillement ». Le ravitaillement est un thème de premier plan de 1944 à 1949. Mais c'est seulement en 1947 que se généralisent les conflits sociaux qui dénoncent les pénuries et les prix.

1947. Pénuries et ruptures :

Ainsi, l'affaire des mines de charbon de Graissessac en novembre 1944 est un phénomène isolé mais qui illustre l'esprit qui anime les cégétistes. Une section FFI de mineurs mobilisés y est envoyée pour travailler, mais entre en conflit avec les ouvriers qui se mettent en grève le 20. Deux jours après, ils obtiennent une réunion à Graissessac en présence de délégués du CNR, de la CGT de Montpellier et du représentant départemental des FFI et accusent la direction de freiner la production : elle a refusé de commander un compresseur à la Société Schneider, sans doute, estime la CGT, « parce que les Établissements Schneider sont désormais dirigés par un Comité de gestion formé d'ouvriers et de techniciens »¹. Avant 1947, il y a surtout des manifestations contre la cherté de la vie ; par exemple en octobre 1946 à Montpellier, à Béziers et à Sète ; à Béziers, il y a eu environ 4 000 manifestants réunis sur l'appel de la CGT pour « s'opposer à la montée en flèche des prix ». Les militantes de l'UFF placent privations et injustices sociales au cœur de leurs combats. Les manifestations se déroulent dans le calme comme celle du 25 mars à Béziers où il s'agit de conserver les locaux de la Bourse du Travail ; elles montrent la capacité de mobilisation de la CGT².

En 1947, les pénuries persistent, le pain manque dans « ce département déshérité » dit le préfet Weiss qui baisse en mai la médiocre ration de pain car les stocks ne peuvent durer plus de dix jours³. « Dans ce département où j'ai pu faire respecter rigoureusement les taxes au cours du dernier semestre de l'année 1946 et où j'ai pu faire appliquer avec une rigueur particulière la politique de baisse définie par le Président Léon Blum, il m'est devenu impossible de poursuivre une pareille action, à partir du moment où je n'ai pu distribuer quotidiennement la ration de pain telle qu'elle était fixée sur le plan national »⁴. La CGT et le Parti communiste sont encore hostiles aux grèves en raison de l'approche des élections municipales de 1947. Les communistes, pendant l'intervalle de quatre ans qui séparent la fin du Komintern de la création du Kominform se sont largement déterminés en fonction de la conjoncture nationale et se considèrent, trois ans après la Libération, comme un parti de gouvernement. Cela reste vrai en juin 1947 au XI^e Congrès à Strasbourg auquel a assisté Raoul Calas député élu en 1946 et ceci malgré l'éviction en mai des ministres communistes. Cependant, Calas, à son retour, exprime son inquiétude devant « un glissement à droite de la politique française » ; il préconise l'unité avec les socialistes, « faute de quoi nous en reviendrions à 1939 »⁵. Seules sont signalées en avril 1947 quelques interruptions de travail limitées à une journée dans les milieux du petit commerce et de l'artisanat. Mais le climat social évolue et inquiète artisans et commerçants. Ils renoncent à un mouvement prévu pour juin, –parce qu'ils se disent « ennemis de tout désordre [...] tout en déclarant quotidiennement qu'ils sont excédés des méfaits du dirigisme »⁶ ; c'est le nombre des grèves sporadiques de salariés qui explique leur inquiétude : en mars dans les services publics, et les banques ; en mai chez les dockers de Sète, les maréchaux et forgerons, en juin

¹ Arch. départ. de l'Hérault, 138W21, 3-9 décembre 1944.

² Idem, 506W345, événements sociaux à Béziers, 1947 et 1978. Une note des RG du 6 décembre 1947 parle d'un « dépôt possible » d'armes à la Bourse du Travail.

³ Idem, 1000W125, rapport du 18 mai 1947.

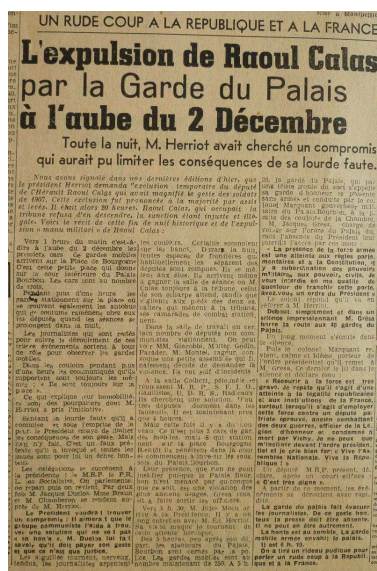
⁴ Idem, 1000 W 261, rapport de juin 1947.

⁵ *La Voix de la Patrie*, 3 juillet 1947.

⁶ Arch. dép. Hérault, 1000W261, rapport 10 mai-17 juin.

chez les ouvriers du bâtiment, du gaz, de l'électricité, en juillet dans la métallurgie (une grève « d'avertissement », sur le tas). Dans son rapport sur octobre 1947, après les élections, le préfet parle de « la terrifiante montée des prix » et des inquiétudes populaires à l'approche de l'hiver : « ce souci du lendemain fait perdre l'espoir d'en sortir sans violences »¹.

En septembre, Jdanov a critiqué violemment les communistes français atteints, selon lui, de « crétinisme parlementaire ». L'alliance avec la SFIO est compromise. Aux municipales d'octobre, alors que le Parti communiste reste en tête, les alliances entre socialistes et radicaux lui font perdre les mairies de Sète et de Béziers. À Montpellier, où ils ont 12 élus, le succès du RPF (10 sièges) amène les communistes à soutenir le MRP Paul Boulet, et même à renoncer rapidement à deux postes d'adjoints pour ne pas siéger auprès des conseillers RPF. Le pas est franchi en novembre 1947 : le 19, en riposte aux troubles qui ont eu lieu à Marseille et dans la région parisienne depuis une semaine, c'est la grève aux usines Fougat de Béziers, puis le 20 au dépôt SNCF. Dans l'Hérault, avec les ouvriers métallurgistes, ceux du bâtiment, des Ponts et Chaussées, sont en grève. Dans sa résolution du 19 novembre, le syndicat des métaux de Béziers, a nommé une délégation et voté une motion qui ne concerne pas que les rémunérations. L'article 3 veut dans toutes les entreprises « des Comités de Défense de la République et des Libertés syndicales et démocratiques ». L'article 6 dénonce « l'emploi massif de Forces Armées, de forces de police, pour vaincre les héroïques dockers et les travailleurs de Marseille en lutte pour leurs revendications et pour la sauvegarde de l'Indépendance nationale »². À Paris, c'est la crise politique avec le retrait du gouvernement Ramadier, l'échec de la candidature Blum, le choix de Robert Schuman qui a besoin des voix des députés RPF. Le socialiste Jules Moch arrive à l'Intérieur dans ce contexte le 24 novembre. Il donne aux préfets des consignes d'intervention rapide et l'Assemblée débat à partir du 29 de projets de lois visant à leur donner des outils : les réservistes pourront être rappelés et accompagner les forces de police, et les grévistes seront passibles de peines alourdies en cas d'atteinte à la liberté du travail. La tension atteint son apogée au Palais-Bourbon dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre : le député de l'Hérault Raoul Calas qui, en accord avec les parlementaires communistes, pratiquait à la tribune une obstruction à l'irlandaise, fait l'éloge des soldats du 17^e R.I. qui avaient refusé de tirer sur les viticulteurs à Béziers en 1907 : une référence interprétée comme un appel à l'insubordination qui amène le président de l'Assemblée Herriot à demander l'exclusion temporaire. Ce qui est fait : Calas doit partir, suivi par les députés communistes ; il est interdit de séance pour deux mois³.



**L'expulsion de Raoul Calas du Palais Bourbon, *La Voix de la Patrie*,
3 décembre 1947. Cliché Hélène Chaubin**

¹ Arch. Dép. Hérault, 356W25/2, rapport préfectoral novembre 1947.

² G. Martzel, *Fougat...Son histoire, 1945-1950 (deuxième partie)*, Bourse du Travail, Béziers, 1994, 117 p.

³ André Balent, Y. Le Maner, J. Sagnes, biographie de Raoul Calas, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, (Maitron), CDROM, éditions de l'Atelier, 1997.

La grève s'étend à tous les secteurs. Dans la région, l'Hérault et le Gard sont les départements les plus touchés avec respectivement 25 000 et 28 000 grévistes¹. La cartographie de l'agitation faite à la demande du ministre de l'intérieur socialiste Jules Moch montre que, derrière la Seine et les Bouches-du-Rhône, l'Hérault fait partie comme le Gard des dix départements les plus atteints par les grèves². Le ministère désigne le secrétaire fédéral Paul Balmigère parmi les « meneurs ». Toutes les corporations sont concernées à l'exception du Livre et des Textiles. Sur les rives de l'étang de Thau, les zones de stockage d'essence et de gas-oil sont bloquées ainsi que l'Usine à gaz et la Centrale électrique. Le gouvernement craint des sabotages ferroviaires : les cheminots sont en grève. 1000 manifestants occupent la gare et les voies à Béziers le 1^{er} décembre. Le ministère réagit par des réquisitions là où il y a blocage et par des poursuites contre les responsables syndicaux en les inculquant d'entraves à la liberté de travail. Dix hommes des piquets de grève de Montpellier, Balaruc et Frontignan sont traduits devant le Tribunal correctionnel de Montpellier et condamnés à des amendes. Les bâtiments publics sont gardés par la police.



La Voix de la Patrie, Montpellier, 4 décembre 1947.
Les « événements » de Béziers. Cliché Hélène Chaubin.

On ne doit pas sous-estimer l'impact des déceptions subies par les communistes à la suite des municipales de 1947 : ainsi les communistes biterrois estiment avoir été injustement privés de la direction municipale. Ce qui explique une action du 3 décembre : après une réunion à la Maison du Peuple, environ 6000 manifestants se rendent à la mairie.

Il était prévu que les conseillers communistes seraient reçus à 16 h. Une délégation de grévistes CGT demande aussi à l'être ; il s'agit d'obtenir une subvention de deux millions pour financer des secours aux grévistes. La police leur refuse l'accès par ordre du sous-préfet Cotoni. L'incident tourne à l'émeute, les portes sont forcées, la police use de bombes lacrymogènes et il y a quelques blessés. Fernand Arcas et Robert Teff sont arrêtés le 16 décembre pour avoir molesté le maire Émile Aïn.

¹ Selon l'Inspection générale du ministère de l'intérieur, il y en a 3 500 dans les Pyrénées-Orientales, 2 000 dans l'Aude. Un nombre insignifiant en Lozère

² Robert Mencherini, *Guerre froide, grèves rouges*, Paris, Syllepse, 1998, 307 p.



ADH, 506 W 345 (troubles sociaux). Cliché Hélène Chaubin.



Le Midi Libre, Montpellier, 4 décembre 1947, Les « événements » de Béziers. Cliché Hélène Chaubin.

Ancien résistant, combattant du 81^e R.I., Arcas était devenu un militant syndical actif à Fougas, secrétaire CGT des métallurgistes, et aussi membre du parti communiste : il avait accompagné Raoul Calas à Strasbourg en juin 1947¹. Il y a d'autres incidents : Paul Balmigère² est poursuivi après une altercation survenue également le 3 décembre devant la Trésorerie générale de Montpellier : il faisait partie d'un piquet de grève et aurait donné un coup de poing à un agent de police³. Il est poursuivi sans être incarcéré en raison de l'émotion populaire. Jusqu'au jugement qui interviendra en février 1948, un flux de protestations parvient à la préfecture : des motions de soutien des conseils

¹ Hélène Chaubin, « Arcas Fernand, Biographie », in *Le Midi Rouge*, numéro 11, juin 2008, p. 9-11. Biographie de Paul Balmigère par Jean Sagnes, *DBMOF*, 18, 1982, p. 69-71 et *DBMOMS*, 2, 2006, cédérom annexe.

² Balmigère est alors secrétaire fédéral de l'Hérault du parti communiste, conseiller général du canton de Frontignan, vice-président du Conseil général de l'Hérault, conseiller municipal de Montpellier.

³ *L'Écho du Midi*, 7 février 1948. Titre « Quatre heures de débats autour d'un coup de poing ».

municipaux de neuf communes – parmi lesquelles Frontignan, Narbonne, et Camplong-d'Aude – ; une lettre du 19 décembre venant des cellules du parti communiste de Saint-André-de-Sangonis : « Pas un républicain, pas un patriote, pas un travailleur ne permettra que le résistant, le Français ne soit touché ». *Le Travailleur du Languedoc* soutient Balmigère, comme *La Voix de la Patrie* du 27 décembre : « Jules Moch, l'homme aux mains tachées de sang ouvrier, ne se rappelle plus que 20 000 grévistes et républicains ont déjà une première fois arraché Paul Balmigère des griffes de la police de Brunswick-Moch¹ ».

On entre dans la logique de la guerre froide avec l'analyse du Parti communiste : « l'accusation est un misérable texte destiné à servir la haine ou la basse vengeance d'un Jules Moch », [Il traduit] « l'acharnement de la réaction sous l'influence américaine à l'égard du parti communiste ». Un meeting de protestation a lieu le 30 janvier 1948 à Montpellier organisé par l'UL-CGT. Les milieux de la Résistance se mobilisent pour Balmigère : Michel Bruguier², le fils de l'ex-sénateur du Gard Georges Bruguier, pseudo « Commandant Audibert » dans les FTPF et dirigeant communiste du Gard, Gilbert de Chambrun³ député de la Lozère et son ami Lucien Roubaud, Jacques Bounin, ancien commissaire de la République. Albert Solié, secrétaire départemental de l'UD-CGT vient témoigner : « Balmigère est un élément modérateur ». Le 12 février, Balmigère est relaxé pour les chefs d'accusation d'entrave à la liberté du travail, de rébellion et d'outrages à agents de la force publique mais condamné à 3 000 francs d'amende pour violences contre agents de la force publique dans l'exercice de leur fonction⁴.



L'arrestation de Paul Balmigère. *La Voix de la Patrie*, 4 décembre 1947. Cliché Hélène Chaubin.

La CGT et le parti communiste, suspects de préparer un complot, sont craints par le pouvoir. Ils font l'objet d'enquêtes qui renvoient à « des hypothèses évoquées à plusieurs reprises par des rapports secrets en provenance des services de renseignement »⁵. Décembre 1947 est marqué par la scission de la CGT et la création de FO qui ne se fait pas à Fougua sans de grandes difficultés. C'est Jules Faigt, membre de la SFIO depuis 1945, qui crée à Fougua une section Force ouvrière⁶. Jules Moch pense au

¹ Brunswick, Inspecteur général du ministère de l'Intérieur.

² Voir la notice rédigée par Frédérique Gènevée et Sharon Elbaz dans le *DBMOMS*, tome 2, 2006, p. 402-403.

³ Notice par Hélène Chaubin, in *DBMOMS*, 2007, p. 210-212.

⁴ Message téléphonique des R.G. du 12 février 1948 à 19h10.

Sur tout cet épisode : Arch. Départ. Hérault, 542 W 192, Affaire Balmigère.

⁵ Robert Mencherini, op.cité, page 59.

⁶ Olivier Dedieu, « Faigt Jules, biographie », in *Le Midi Rouge*, numéro 11, juin 2008, p.8-10.

début de 1948 que le reflux des grèves après le 9 décembre n'exclut pas un prochain épisode de troubles sociaux.

1948. Grèves et guerre froide :

Dans son rapport du 20 mai 1948, Aldéric Lecomte qui a succédé au préfet Weiss propose un remaniement administratif : l'arrondissement de Lodève, écrit-il, est très calme ; il serait donc opportun de supprimer la sous-préfecture de Lodève (ses cantons seraient rattachés à l'arrondissement de Montpellier), et d'en créer une à Sète, troisième ville de département où il y a agitation sociale, comme l'ont montré « les récents événements de novembre et décembre »¹.

Il convient de rappeler que 1947 et 1948 sont des années où l'opinion est marquée par les débuts de la guerre froide et où s'installe une véritable psychose, tant sont grandes les craintes d'une reprise de la guerre ; tous les rapports en témoignent². La zone méditerranéenne est dès lors particulièrement surveillée. Le SDECE nourrit sans preuves le soupçon d'un complot communiste international. Désormais écarté du pouvoir, et mis en difficulté par la nouvelle image de l'URSS (répercussions du « Coup de Prague » en février 1948), le parti communiste conserve le prestige acquis pendant la Résistance car ses leaders peuvent toujours s'en recommander à juste titre. La CGT est affaiblie mais résiste face à FO, du moins dans ses bastions fidèles : cheminots, dockers, mineurs. À Fougua, la CGT recule chez les employés mais pas chez les ouvriers. La population qui souffre des pénuries jusqu'en 1949 lui sait gré de ses engagements sur les salaires et les prix. L'heure n'est plus en 1948 à la grève générale, mais à des actions ponctuelles : à Sète en mars 1948, quand des bagarres éclatent entre dockers CGT et autonomes, la CGT dénonce des « méthodes fascistes et de terreur remises à la mode par les hommes de main du patronat du port [...] les autonomes, les scissionnistes, ont révélé leur véritable visage et sont prêts même par l'emploi de matraquage et de fusillage (sic) chères à Jules Moch, à poursuivre leur trahison envers les travailleurs »³. En ce temps des débuts de la guerre froide et des guerres coloniales, les dockers sont en première ligne. Et depuis septembre 1947, ils ont acquis un statut ; ils y sont très attachés. En mars 1950 ils engageront une grève générale très dure et ne reprendront leur activité qu'après une forte répression. D'autres problèmes qui surviennent en août sur le port de Sète entre les dockers et *La Tunisienne des Phosphates* sont encore suivis de sanctions, de licenciements. Une motion proposée par le délégué Lucchesi au nom des dockers sétois est votée à l'unanimité à la Bourse du Travail le 12 août⁴ : « considérant que la venue au pouvoir de Paul Reynaud et ses décrets-lois ne peuvent qu'être funestes à la classe ouvrière les dockers protestent énergiquement contre la présence au sein d'un gouvernement de cet ennemi déclaré des travailleurs, s'élèvent contre l'attitude des élus qui ont fait l'abandon de leurs droits de contrôle au bénéfice d'une dictature larvée, demandent la formation d'un gouvernement démocratique qui seul sera capable de satisfaire leurs justes revendications, réclament avec force le minimum vital de 12 900 francs revendiqué par la CGT, la réintégration de tous leurs camarades révoqués, et l'annulation de toutes les sanctions pour faits de grève ». En novembre, pendant la grève des mineurs, les inscrits maritimes des la CGT (10 officiers et 300 marins) font une action de solidarité à laquelle FO ne s'associe pas.

En novembre 1948, ce sont en effet les mineurs qui, le 4 octobre 1948, sur un mot d'ordre de la CGT (en désaccord avec FO), commencent une grève qui se terminera seulement le 29 novembre : les mines de l'Hérault sont de dimensions modestes mais le cas est intéressant puisqu'il met en évidence le mode de répression. En 1948, le pays des monts d'Orb est encore un pays noir. Le charbon, formé dans une gouttière synclinale, est exploité par la Compagnie des mines houillères de Graissessac en plusieurs bassins qui s'étendent d'ouest en est sur une vingtaine de kilomètres. Ces mines, nationalisées en 1945, font partie du groupe des Houillères du Bassin des Cévennes : Graissessac, Plaisance (un hameau de Saint-Geniès), Camplong, Le Bousquet d'Orb. La capacité de production est de l'ordre de 500 000 tonnes. La grève est suivie dans les charbonnages et aussi à la mine de bauxite du canton de Bédarieux. Un comité de grève du bassin minier du Bousquet d'Orb et de Graissessac a été formé sur place. Jean Domenech, secrétaire de l'UD-CGT de l'Hérault et Albert Solié, secrétaire

¹ Arch. dép. Hérault, 406W218/1.

² Arch. dép. Hérault, 356W168, rapports des RG 1948.

³ Idem 322W11, rapport du commissaire de Sète, 20 mars 1948.

⁴ Arch. dép. Hérault, 322W11, Cabinet du préfet, Grèves 1947-1948. Rapport RG, « Exposé cégéto-communiste ».

général, viennent rencontrer les mineurs et le mouvement est soutenu par le maire de Camplong Maurice Albinet : Albinet, qui avait été mineur de fond, ancien résistant président du CLL de Camplong, était membre du parti communiste et du conseil national de la fédération des mineurs CGT¹. Domenech et Albinet interviennent le 16 novembre 1948 lors d'une réunion CGT à Graissessac devant un auditoire de 300 grévistes. L'exposé du premier porte sur la situation internationale, « Les succès de l'URSS en Chine et en Extrême-Orient ». Le second prédit « un brillant avenir aux démocraties populaires européennes qui sont à la pointe du combat pour la libération des travailleurs français opprimés par le plan Marshall et le capitalisme américain »². Des tracts circulent, de provenances diverses : tracts de FO qui dénoncent la grève politique à laquelle FO ne souhaite pas participer, tract de la CGT diffusé partout : « Aidons les mineurs ! Les dockers d'Amérique sont en grève, les travailleurs d'Amérique, d'Angleterre, d'Union soviétique de Belgique, d'Italie de Pologne de Bulgarie, font des collectes ... ». La brigade de gendarmerie du Bousquet d'Orb rapporte le 5 décembre qu'un mineur a posé une affiche : « Le peuple français ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique », en référence à une déclaration adoptée le 30 septembre 1948 par le Bureau du PCF avec Thorez : « Les Français ne seront pas les soldats des impérialistes américains ». Pendant cette grève, les mineurs souffrent ; le 8 novembre, les ouvriers agricoles de Vias leur envoient un camion de vivres, mais il est confisqué. Cependant, chaque jour, des camions de ravitaillement parviennent aux bassins miniers.



Le camion de la solidarité garé à proximité de l'entrée du puits de la mine. *La Voix de la Patrie*, 28 octobre 1948. Cliché Hélène Chaubin.

Ce sont les ouvriers de Fouga qui jouent le premier rôle dans ces opérations de secours. En effet, tout le secteur minier est sévèrement quadrillé par les forces de l'ordre. Tout est surveillé. En ces années, la recherche de caches d'armes est systématique. Le 24 novembre un rapport des RG signale la découverte d'armes dans le taillis bordant la route entre La Tour-sur-Orb et le Bousquet d'Orb : un fusil de guerre américain, deux canons de fusil avec culasse, un pistolet Colt avec cartouches, un revolver modèle 1892, sept kilos de plastic, trois grenades défensives chargées, quatre rouleaux de cordon bickford, des munitions diverses : le tout est remis à l'autorité militaire. Jules Moch a fait appel à l'armée : un détachement d'infanterie coloniale installe son PC à La Tour-sur-Orb. Les militaires disposent de plans détaillés à l'échelle du 1/5 000^e fournis par la Compagnie des mines. Ils ont défini les points sensibles : entrées des mines, galeries d'aération, dépôts d'explosifs, et établi des plans de défense. Sur ces plans, ils ont prévu l'emplacement des FM, et reporté les positions des officiers et sous-officiers responsables, celles de pelotons de la Garde républicaine présents en

¹ DBMOF (Maitron)

² Arch. Dép. Hérault, 322W11, Rapport RG du 16/11/1948.

soutien ainsi que celles de sections du 9^e RA. Il est prévu d'ouvrir le feu sur ordre des officiers ou en riposte à des « violences graves ». Il y eut en fait quelques accrochages et Maurice Albinet fut blessé à Graissessac. Des poursuites judiciaires suivent les événements. Les procès de grévistes inculpés d'atteintes à la liberté du travail ont lieu en 1948 devant le Tribunal correctionnel de Montpellier. Des mineurs polonais sont arrêtés malgré les protestations du parti communiste qui rappelle leur participation à la résistance. On les soupçonne de collusion avec le vice-consul de Pologne à Alès. Les étrangers, Polonais, Espagnols, Yougoslaves, ont été suivis de près. Leur liste a été communiquée au ministère de l'Intérieur en novembre 1948. Quatre mineurs de Graissessac sont encore interpellés en janvier 1950. Le Yougoslave Skledar, secrétaire du syndicat des mineurs à Graissessac reçoit en mars 1950 un arrêté d'expulsion motivé par son rôle pendant les grèves. Il y a eu polémique dans la presse entre *Le Midi Libre* défavorable au mouvement et *La Voix de la Patrie* qui publiait les communiqués du Comité de grève. L'un d'eux, le 5 novembre dénonçait Jules Moch « le briseur de grève » (interventions à Firminy et Alès), et critiquait les responsables de FO « dont chacun sait que les véritables dirigeants ne sont pas en France, mais outre-Atlantique, ont la charge de diviser la classe ouvrière ».



Le puits Padène à Graissessac (Hérault). Site Internet de la mairie de Graissessac.

Cette grève des mineurs qui s'est déroulée dans les Hauts Cantons, à l'écart des principales zones urbaines, et qui ne s'est pas généralisée, a eu sans doute moins d'impact dans l'opinion que les grèves de 1947. Le sous-préfet de Béziers a estimé qu'en 1948, l'état d'esprit dans son arrondissement, n'était pas comparable à celui de l'année précédente « où grondait une véritable fièvre insurrectionnelle »¹. Il n'en reste pas moins que ce temps de grèves révèle le renforcement des positions défensives du pouvoir et est plus clairement marqué par la guerre froide. La reprise du travail a eu lieu sur décision de la CGT le 29 novembre, mais le dispositif militaire, maintenu pendant toute la période, est demeuré en place au début de décembre et la surveillance policière a été accue.

Hélène CHAUBIN

*

¹ Idem, 506W345, rapport du 26 octobre 1948.

L' « ÉCOLE ÉMANCIPÉE » DANS L'HÉRAULT L'HÉGÉMONIE D'UNE TENDANCE SYNDICALE

2^e PARTIE 1945-1970 : DE LA LIBÉRATION AU DÉCLIN

De la réunification syndicale au sein de la CGT à la création de la FEN, le SNI de Hérault connaît une direction à majorité *École émancipée*. Construite sur une coalition regroupant les anciens dirigeants de la CGT situés à l'aile gauche de la SFIO et la minorité de la fédération unitaire de l'Hérault, cette majorité est confortée à la Libération. Sous l'égide de Marcel Valière, alors représentant de la tendance *École émancipée* au sein du bureau national du SNI, la reconstruction du SNI de l'Hérault conforte cet axe majoritaire. La montée en puissance des communistes de la CGT ne remet pas en cause cette situation. Alors que l'union départementale CGT est, dès 1945, largement dominée par le PC¹, les syndicats de fonctionnaires restent majoritairement hors de cette tendance et maintiennent à leur direction leurs dirigeants non communistes, de l'instituteur André Vidal, secrétaire général de la fédération des services publics, à Marcel Valière puis André Lafuma à la tête du SNI.

La crise de la CGT en 1947-1948 est un moment complexe à gérer pour le devenir du SNI héraultais et sa majorité. D'une part, il met la tendance *École émancipée* devant une contradiction évidente, celle du passage d'un soutien « inconditionnel » à l'unité syndicale à l'approbation du passage à l'autonomie. D'autre part, la scission syndicale pose la question du maintien du devenir d'une coalition avec des militants SFIO potentiellement tentés par l'émergence de la CGT-FO. Dans les faits, il n'en est rien. La constitution de la FEN aboutit à renforcer l'audience de l'École émancipée qui garde la direction du SNI jusqu'aux débuts des années 1970, intégrant dans ses listes des militants SFIO. A contrario, la tendance réformiste favorable à la direction nationale du SNI disparaît jusqu'aux années 1960, ne laissant subsister qu'un face-à-face local entre *École émancipée* et communistes. Cette hégémonie n'est remise en cause que tardivement, quand une partie des socialistes locaux réussit à construire une tendance alternative, réformiste, qui prend le contrôle de la section départementale en 1976. Comprendre cette histoire du SNI héraultais nécessite de revenir sur les logiques de constitution d'une majorité qui, durant un quart de siècle, amalgame une diversité de parcours sociaux et politiques au sein de l'*École émancipée* pour ensuite mesurer les causes d'un déclin qui apparaît inéluctable dès les débuts des années 1970.

L'École émancipée face à la scission :

Les grèves de 1947 et l'émergence d'une nouvelle confédération syndicale, la CGT-FO, préludes à la scission syndicale, mettent la majorité du SNI héraultais devant une situation à risques. Placée sous l'égide de l'École émancipée, elle n'en compte pas moins dans son conseil syndical une majorité plus large, allant jusqu'aux militants SFIO plus modérés. C'est ainsi qu'André Lafuma, classé à l'aile gauche de la SFIO, est secondé par un adjoint, Germain Audouard, secrétaire adjoint de la section SFIO de Béziers qui est, pour sa part, plutôt étiqueté réformiste. Cette entente, bien évidemment, se fait au détriment de la minorité d'obédience communiste qui reste, pour sa part dans l'opposition.

Au sein des partisans de l'*École émancipée*, les dirigeants locaux eux-mêmes laissent percevoir leur dilemme. C'est ainsi que Marcel Valière écrit à Henri Vidalenche en définissant la position de principe suivante : « Être farouchement unitaire et nous élever en toute occasion contre ceux qui envisagent froidement la scission (certains réformistes) et contre ceux (staliniens) qui ont, par leurs pratiques, empoisonné l'atmosphère syndicale »². Le renvoi, dos-à-dos, des réformistes et de la majorité communiste de la CGT est en fait plus délicat à appréhender. Marcel Valière rappelle ainsi

¹ Les syndicalistes communistes dominent les principaux syndicats : bâtiment, SNCF, métaux, hospices et le premier syndicat en nombre dans l'Hérault, les ouvriers agricoles (42 211 sur 80 546 syndiqués). Rapport sur le mouvement syndical depuis la défaite jusqu'à la Libération, sd. Arch. Départ. Hérault 338 W 79.

² Lettre du 13 décembre 1947, parue dans « Notre ami Marcel Valière, militant du syndicalisme révolutionnaire lutte de classe », supplément de *L'École émancipée*, n°8, février 1975, p. 35.

en 1967 que « ma réaction personnelle était d'y rester » (à la CGT)¹. Par contre, il n'a jamais été envisagé le ralliement à la CGT-FO. C'est ce qui explique que les militants *École émancipée* votent², avec le reste de la commission exécutive élargie de la CGT de l'Hérault, une motion se félicitant que « l'immense majorité des syndicats (...) se sont déclarés fidèles à la CGT »³. Pour autant, l'*École émancipée* rallie le principe de l'autonomie, solution de défaut, qui, si elle crée une scission au sein de la CGT, permet, au moins, de maintenir l'unité syndicale du monde enseignant. On mesure les mêmes dilemmes chez Henri Féraud, le secrétaire départemental de la FEN, qui déclare encore, au début de l'année 1948, son soutien à la CGT⁴.

Paradoxalement, la position défendue finalement par Valière est rejetée lors de l'assemblée générale du syndicat qui a lieu le 11 mars 1948 à Béziers. Cet échec de la direction départementale peut découler des hésitations initiales des syndicalistes révolutionnaires qui n'ont peut-être pas fait le plein des voix. À quatre voix près, l'assemblée générale du SNI se déclare en faveur de la CGT⁵. Pour les renseignements généraux, c'est la stratégie des tenants de la CGT qui explique principalement ce résultat : « Les votes importants ont eu lieu dans la soirée avec un maximum d'éléments communistes ce qui indique le résultat exposé ci-dessus. Dans la matinée, une obstruction systématique a été faite par MM. Albert et Raynal qui ont tout fait pour faire aboutir les votes en faveur de la CGT malgré qu'en principe les instituteurs se soient prononcés pour l'autonomie »⁶. Cet échec de l'*École émancipée*, déjà attesté par le résultat du référendum interne organisé par le SNI départemental⁷, est néanmoins à relativiser. Les résultats nationaux sont favorables à la constitution de la FEN dont Marcel Valière reste l'un des dirigeants. Même les ex-unitaires sont conscients d'une évolution irréversible. C'est ainsi que Raynal, le principal *leader* communiste démissionne de l'union départementale CGT pour selon ses termes, « se consacrer au SNI », abandonnant rapidement l'idée qu'une section CGT des instituteurs soit en mesure de concurrencer le SNI⁸.

À la fin de l'année 1948, la légitimité des responsables syndicaux du SNI ne semble pas remise en cause par ses débuts difficiles. Lors des élections pour désigner les membres de la CAP de l'enseignement primaire, la liste du SNI réalise 86 % des suffrages exprimés face à la liste CFTC. Il est vrai cependant que le SNI a proposé une liste d'union, intégrant CGT et CGT-FO, permettant à la CGT-FO d'avoir deux élus, le SNI récupérant les trois autres⁹. Il semble que la majorité départementale *École émancipée* opte, les premiers temps de la création de la FEN pour une stratégie de rassemblement. Au-delà du combat contre la CFTC, on peut faire l'hypothèse d'une volonté d'asseoir une légitimité qui reste encore à affirmer. C'est ce qui peut expliquer que les premières années du SNI autonome donnent lieu à une inflexion des pratiques syndicales soutenues par la tendance majoritaire dans le département, c'est-à-dire l'homogénéité du bureau. Il faut ainsi attendre 1952 pour que le conseil syndical opte pour le refus de la proportionnelle des courants. Cette position, défendue traditionnellement par le courant *École émancipée*, se fait principalement au détriment de la tendance majoritairement communiste. En effet, dès 1950, on ne retrouve plus trace d'organisation structurée de la tendance dite réformatrice, favorable à la majorité nationale du SNI. À compter des années 1950, le bureau du syndicat, mais aussi sa représentation dans la commission paritaire de l'enseignement secondaire et au conseil départemental ne sont composés que de militants élus de la liste *École émancipée*.

La confortation d'un bastion *École émancipée* :

Passée la phase de fondation, le SNI de l'Hérault devient l'un des rares bastions départementaux de l'*École émancipée*. Au-delà du SNI, l'influence des militants de cette tendance se retrouve dans

¹ Lettre à Henri Vidalenche du 8 décembre 1967, op. cit., p. 36.

² Sont notamment signataires André Vidal et François Laval.

³ *La Voix de la Patrie* du 7 janvier 1948

⁴ Note RG du 23 janvier 1948, ADH 171 W 51.

⁵ A contrario, le SNES régional vote massivement pour l'autonomie, 215 votants étant pour le retrait de la CGT, et 203 pour l'autonomie sur 312 votants. Note RG du 11 mars 1948, ADH 171 W 51.

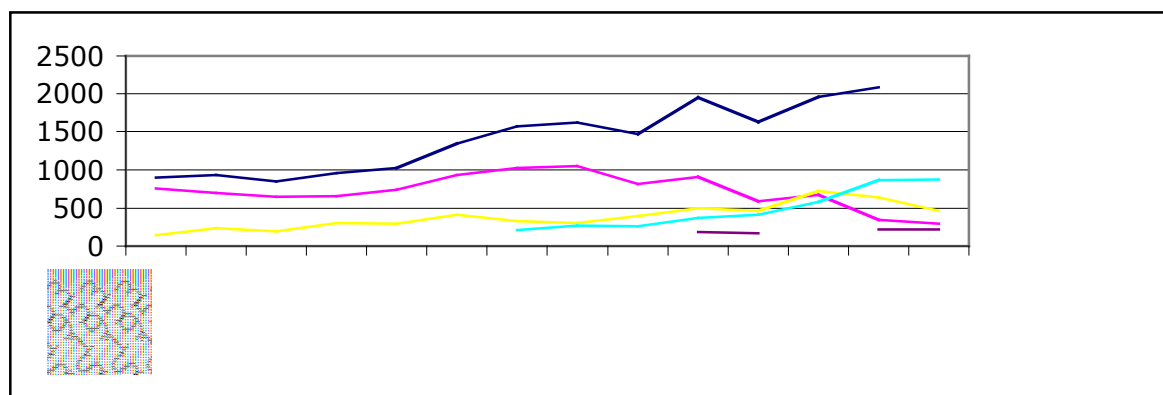
⁶ Note du 15 mars 1948, ADH 12 W 735. 77 militants choisissent l'autonomie, 81 le maintien dans la CGT.

⁷ Lors du référendum, 325 militants s'étaient prononcés pour la CGT, 171 pour Force Ouvrière, 321 pour l'autonomie totale. *Midi Libre* du 12 mars 1948.

⁸ Note RG du 10 mai 1948, ADH 12 W 735.

⁹ Note RG du 5 novembre 1948, ADH 356 W 173-2.

l'ensemble de la galaxie FEN. Elle est manifeste au sein de la FEN dont le responsable départemental est Henri Féraud, au sein de la MGEN, créée par Marcel Valière. On la retrouve aussi par ailleurs au sein de la Ligue des droits de l'Homme, notamment la section de Montpellier. Enfin, plusieurs cadres de la gauche de la SFIO, enseignants eux-mêmes, sont proches de cette majorité.



Élections des conseils syndicaux 1953 - 1979¹

Par ailleurs, le SNI est en position quasi-hégémonique dans le département. Le syndicat CGT ne présente plus de candidat au conseil départemental après son échec en 1952. Plus encore, en 1954, la CFTC en fait de même, donnant au SNI la possibilité de regrouper une moyenne de 95 % des votants². De fait, le SGEN-CFTC n'existe électoralement que périodiquement durant la période considérée.

L'importance du SNI dans le monde de l'enseignement primaire n'est pas spécifique à l'Hérault. Elle rejoint les constats que l'on peut dresser au niveau national, notamment dans les départements marqués par un ancrage de gauche et laïque. Il reste néanmoins à comprendre la capacité d'une tendance dite révolutionnaire à capter une large majorité dans ce département. Une première raison semble évidente : la capacité locale des dirigeants de l'*École émancipée* à incarner le syndicat. C'est Marcel Valière qui pilote la reconstitution du syndicat dans le département et qui prend la charge de l'organisation de la mutuelle dont il est le premier directeur. Cette légitimité institutionnelle est d'ailleurs renforcée par des statuts qui ne confient qu'aux militants *École émancipée* les postes de direction du syndicat d'une part, les mandats de représentation du SNI dans les instances paritaires d'autre part. Pour le dire autrement, la tendance incarne le syndicat pour une partie des instituteurs, d'autant plus s'ils possèdent les capacités gestionnaires susceptibles de conforter leurs mandats. C'est le constat tiré par un rapport des Renseignements généraux sur la direction du SNI :

« Il convient de préciser que le SNI a toujours eu à sa tête depuis la Libération des militants de la tendance *émancipée* révolutionnaire sans doute en raison de leurs aptitudes syndicales et de leur combativité »³.

Ce constat est doublé d'un autre, celui d'une dissociation entre cette majorité et celle des enseignants du primaire, qui, selon ce rapport, sont majoritairement autonomes, la tendance *École émancipée*, pour les policiers, ne représentant que 5% des instituteurs. L'ancien dirigeant Unité Action du SNES et de la FEN, Pierre Antonini dresse le même constat, rappelant que les dirigeants *École émancipée* « étaient d'excellents gestionnaires (...) avaient un rôle syndical important mais qui ne correspondait en rien aux opinions de ses adhérents aussi bien au SNI qu'au SNES. (...) Au fond, ils (les syndiqués, ndla) acceptaient d'être dirigés par une FEN *École émancipée* en pensant que les positions qu'elle prenait, ils n'avaient pas à les appliquer »⁴.

¹ Source : *École syndicaliste*, bulletin du SNI de l'Hérault, 1953-1979.

² Note RG du 1^{er} février 1954, ADH 338 W 56

³ Rapport RG du 14 avril 1958, ADH 406 W 21.

⁴ Témoignage de Pierre Antonini, in *Les dossiers de la FSU*, « Les tendances devant les problèmes de la décolonisation », avril 2000, p. 29.

Ce contraste entre direction syndicale et la base des adhérents mérite d'être débattue. Il est vrai que beaucoup d'enseignants du département militent dans la SFIO dans les années d'après-guerre. Les RG en tirent le constat, en 1946, que les « demi-intellectuels (fonctionnaires moyens, instituteurs) et les intellectuels y abondent »¹. Ceci étant dit, une partie des cadres socialistes sont aussi à la direction du SNI départemental. C'est le cas d'Emile Coulouma, secrétaire-adjoint de la section de Montpellier, de Gérard Soulatges, membre de la commission exécutive fédérale, d'André Lafuma, membre du bureau de la section d'Agde.

Ce constat tiré, il reste à comprendre pourquoi les enseignants proches du PS se retrouvent principalement autour de la majorité *École émancipée*. Dans les faits, dès 1948, toute tendance organisée favorable à la direction nationale du SNI disparaît dans le département, les adhérents du syndicat se retrouvant face à un choix limité entre une tendance portée par des militants principalement communistes et la majorité *École émancipée*. Il faut attendre 1965 pour qu'une liste réformiste émerge dans le département et 1974 pour que la liste UID fasse jeu égal avec celle de l'*École émancipée*. Une première explication peut être l'émergence d'élus enseignants SFIO sous la Quatrième République qui quittent progressivement le champ syndical². On doit aussi y voir l'absence de volonté de la SFIO durant cette période à regrouper ses adhérents au sein d'une même tendance, voire dans un même syndicat. Enfin, l'une des explications les plus probantes est qu'idéologiquement, une partie des instituteurs proches ou membres de la SFIO ne voient pas forcément d'incompatibilité entre cette appartenance partisane et cet engagement syndical. C'est d'autant plus vrai que dès la réunification syndicale en 1935, le SNI a été géré localement par une majorité incluant des militants SFIO avec les dirigeants *École émancipée*³. Il semble bien qu'entre anti-communiste et laïcité intransigeante, nombre d'instituteurs se sont retrouvés derrière les listes de cette tendance.

De fait, le spectre idéologique de la majorité départementale est large. On y retrouve des enseignants de la gauche de la SFIO insatisfaits de la ligne majoritaire de leur parti. C'est ainsi qu'un enseignant SFIO explique son rapprochement vers l'*École émancipée* : « Nos opinions n'étaient pas tout à fait les mêmes, mais on discutait. Je suis venu à l'*École émancipée* peut-être parce que je trouvais que les idées de l'*École émancipée* étaient plus à gauche que celles du PS. Quand je dis plus à gauche, je dis plus libertaire. La gauche, ce n'est pas le communisme. Le PC et le national-socialisme, c'est la même chose, vous pouvez les mettre dans le même sac. »⁴ On ne saurait occulter que cet axe syndical majoritaire regroupe aussi des militants troskystes qui, sans être particulièrement nombreux, sont très présents dans l'exécutif syndical, à l'image des militants lambertistes, de Jacques Faucher à Aimé Peyrotte, respectivement anciens secrétaires de la FEN et du SNI. De l'aveu même d'un ancien de l'OCI, Jacques Faucher, cette influence troskyste était basée sur une poignée de militants⁵. Enfin, il existe aussi un groupe de dirigeants qui définit son engagement, derrière Marcel Valière, pour une tendance syndicaliste-révolutionnaire comme « leur parti à eux, un substitut partisan. Pour beaucoup des gens de l'*École émancipée*, c'était leur parti »⁶. Cet amalgame aboutit à un positionnement atypique, basé, selon les termes d'un ancien conseiller syndical *École émancipée* par le constat suivant : « En dehors des affrontements qui étaient durs avec le PC, les relations entre le PS et *École émancipée* étaient en général d'une estime réciproque au niveau des militants »⁷.

Au cours des années 1950 et 1960, ce socle reste nettement majoritaire. Il est vrai que durant les années 1950, les alliances locales de troisième force entre SFIO, radicaux et MRP, voire avec la droite plus classique, tout autant que le bilan gouvernemental, notamment les questions scolaires et laïques, ne contribuent pas à renforcer l'émergence locale d'une tendance réformiste dans le département. De toute manière, à supposer que cette volonté existe, le fonctionnement du SNI héraultais rend difficile

¹ Rapport des RG sur les partis politiques, mars 1946, ADH 322 W 5.

² C'est le cas de Charles Alliès, conseiller général et secrétaire de la fédération SFIO, Raoul Bayou, maire conseiller général puis député, Madeleine Laissac, maire puis députée, Marcelle Huc, conseillère générale, Alfred Crouzet, maire et conseiller général. Les statuts du syndicat interdisent le cumul de mandats électoraux et syndicaux. Par ailleurs, il faut noter que les enseignants représentent 30 % des membres du conseil fédéral de la SFIO en 1949.

³ Voir la première partie de notre article paru dans *Le Midi Rouge*, n°13, pp. 27-34.

⁴ Entretien Roger Drouillon, ancien membre du conseil syndical de l'Hérault.

⁵ « L'OCI, c'était 50 bonhommes. Ici, on était 4 ou 5, c'est-à-dire beaucoup ». Entretien Jacques Faucher.

⁶ Entretien Jacques Faucher, op. cit.

⁷ Entretien Louis Boyer, ancien conseiller syndical.

l'émergence d'une tendance alternative. En effet, à l'exception des élections du conseil syndical qui ont lieu au scrutin de liste avec vote par correspondance, tous les autres votes, statutairement, ont lieu lors de l'assemblée générale départementale deux fois par an. Comme le rappelle Marcel Valière dans un article paru dans *L'École Libératrice* en 1964, « je note avec satisfaction tout de même que c'est l'École émancipée qui arrive nettement en tête de cette fréquentation syndicaliste alors qu'elle n'a aucun parti politique derrière elle pour faire pression sur ces adhérents pour se rendre à l'AG. »¹. Dans les faits, les votes en assemblée générale sont nettement défavorables à la majorité nationale dont le bilan n'est qu'exceptionnellement défendu en AG. Face à l'omniprésence des militants École émancipée et communistes, beaucoup d'instituteurs réformistes ne fréquentent pas les assemblées générales : « Aux réunions, on n'y allait plus parce que c'étaient des passes d'armes avec Peyrotte et les autres. Quand ils avaient fini, tout le monde foutait le camp car on en avait marre. Il n'y avait rien de constructif. Alors, à la fin, on n'y allait plus »². Ce choix ne peut, dès lors, que renforcer un débat limité à la confrontation entre les deux autres tendances.

Cette situation initiale évolue progressivement dans les années 1950. Certes, il reste des compatibilités certaines entre réformistes et École émancipée. Le cas le plus emblématique est celui de la défense de la laïcité. Mais c'est aussi vrai de la question communiste. Dans une fédération SFIO dont l'un des leaders est Jules Moch et qui rejette majoritairement les alliances avec le PC, des positions communes existent avec l'École émancipée. Ceci étant dit, il existe aussi des divergences qui ne sont pas sans conséquences. En effet, progressivement, entre la fin des années 1940 et la fin des années 1950, la plupart des cadres École émancipée membres de la SFIO finissent par quitter le parti. Dès la fin de la période 1947-1948, on peut observer l'éloignement de militants enseignants du parti³. Cette situation s'amplifie dans la deuxième partie des années 1950, notamment autour de la question coloniale. Le 10 mars 1949, la FEN de l'Hérault, sous l'égide d'Henri Féraud lance un appel « contre la guerre d'Indochine et à l'union des centrales syndicales contre la guerre »⁴. En 1956, *L'École Libératrice* prend de plus en plus nettement position contre la guerre d'Algérie, le cabinet Guy Mollet et la position de Forestier sur la guerre d'Algérie⁵. Dans sa profession de foi pour les élections du conseil syndical en 1957, la liste École émancipée proclame fièrement des positions aux antipodes des positions définies par Guy Mollet : « Fidèle à l'internationalisme, nous souhaitons que le syndicalisme demeure solidaire de la classe ouvrière algérienne en lutte pour sa libération »⁶. André Lafuma, secrétaire du SNI, enfonce le clou, dans un éditorial du journal syndical, après une attaque du journal socialiste départemental, *Le Combat socialiste* accusant le SNI de partialité vis-à-vis de Guy Mollet : « publiquement, dans nos assemblées, dans notre bulletin syndical, nos militants ont critiqué vigoureusement la politique anti-ouvrière menée par Guy Mollet et son équipe, particulièrement en ce qui concerne la guerre d'Algérie ou le conflit de Suez »⁷. Il est à noter que l'éditorialiste, André Lafuma, était un militant de la section SFIO d'Agde qui quitte ce parti pour rejoindre l'UGS. De même, Émile Coulouma devient le premier secrétaire départemental du PSA⁸. Cette prise de distance publique avec la politique gouvernementale des socialistes n'est pas sans conséquences. D'une part, une partie des partants de la SFIO ne quittent pas la sphère politique, mais intègrent les nouvelles organisations de gauche, du PSA à l'UGS puis au PSU, devenant de ce fait des adversaires potentiels de la SFIO. Ils y retrouvent d'ailleurs les autres composantes de l'École émancipée, déjà présentes à l'UGS puis au début du PSU comme Marcel Valière mais aussi les lambertistes. Certes, il faut relativiser le conflit. D'une part, à l'exception de Montpellier, l'UGS et le PSU pèsent peu. D'autre part, une partie de la frange la plus laïque quitte au bout de quelques années le PSU. Enfin, une importante minorité de la fédération SFIO est anti-molletiste. Ceci étant dit, même si la portée est limitée, quelques crispations entre les deux camps sont observables. Le cas le plus patent est celui de

¹ « Réflexions d'un ancien », *École syndicaliste*, n°168-169, mai-juin 1964. Ce constat pour l'assemblée de 1964 est valable pour les autres périodes.

² Entretiens Jules et Yvette Samson, instituteurs réformistes.

³ C'est le cas de Roger Drouillon ou d'Émile Coulouma par exemple.

⁴ *La Vérité*, avril 1949.

⁵ *L'École Libératrice*, n° 90, 92, 93 et 94, avril, juin, octobre, novembre 1956.

⁶ *L'École Libératrice*, N°103, octobre 1957.

⁷ *L'École Libératrice*, n°94, novembre 1956.

⁸ Pour une présentation départementale des mouvements fondateurs du PSU, voir Olivier Dedieu, Fabien Nicolas, « L'émergence d'une gauche « capacitaire » dans l'Hérault ? Le PSU face à l'hégémonie des partis de gauche entre rupture et adaptation (1960-1971), in *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, PUR, 2009.

la fédération des œuvres laïques. Jusqu'en 1955, réformistes et syndicalistes révolutionnaires participent à la direction de la fédération. Lors du conseil syndical du 20 octobre 1955, le président sortant, Emile Coulouma, est réélu, mais démissionne après l'élection du nouveau secrétaire général, Joseph Émile. Deux dirigeants militants de l'*École émancipée*, Coulouma et Henri Fédière, vice-président de droit en tant que secrétaire du SNI démissionnent, alors que Marcel Valière, administrateur, refuse d'être candidat¹. Si le procès-verbal, dans sa sécheresse administrative, ne laisse pas deviner les raisons du conflit, il semble bien que l'élection d'un réformiste contre le candidat au poste de secrétaire général pressenti par Émile Coulouma soit la cause essentielle du conflit. Quoi qu'il en soit, dès cette date, les dirigeants du SNI ne figurent plus parmi les administrateurs de la FOLH², alors que la MGEN, majoritairement *École émancipée*, demande quelques mois plus tard à récupérer les locaux prêtés à la FOLH.

À compter de cette date, on peut dissocier les différentes composantes de la « nébuleuse laïque ». Sont sous l'influence de l'*École émancipée* le SNI, le SGEN, la FEN. A contrario, les réformistes sont majoritaires à la FOLH, les patronages communaux, la Fédération Cornec des Parents d'élèves (future FCPE), ainsi que certaines loges maçonniques, notamment la loge Auguste Comte de la Grande Loge de France qui compte beaucoup de militants de la FOLH. D'autres organisations sont plus diverses dans leur direction, de la Libre pensée à la Ligue des droits de l'Homme.

Cette crispation progressive des rapports entre réformistes et *École émancipée* s'exprime aussi dans le champ politique. C'est particulièrement le cas durant la période de la guerre d'Algérie³. Ceci étant dit, elle n'en débouche pas pour autant sur la volonté des dirigeants locaux de la SFIO de concurrencer l'*École émancipée* au sein du SNI. De l'aveu même d'un partisan réformiste, les cadres locaux de la SFIO n'y croient pas : « Cela a été dur au départ, parce que Émile n'y croyait pas. Des gars comme Bayou, Émile, fondamentalement socialistes, ils n'y croyaient pas. Ils disaient, c'est une velléité, cela va finir en queue de poisson ».⁴ Cette position s'explique par l'histoire des rapports entre SFIO et *École émancipée* dans le département et le maintien de proximités avec une partie des socialistes locaux⁵. Elle tient aussi au fait que les positions des militants syndicalistes révolutionnaires ont des conséquences limitées pour les socialistes. La prise de distance vis-à-vis de la majorité de la SFIO ne débouche pas sur un rapprochement avec le Parti communiste. Au contraire, les rapports avec les communistes restent, de 1947 jusqu'aux années 1960, marqués par des rapports souvent virulents avec un militant ayant participé à la grève de 1947 à l'école normale : « Au moment où Tito a rompu, j'ai été en Yougoslavie dans des brigades pour reconstruire l'université. On était titiste à la solde des USA. Tout le vocabulaire y est passé. Même pendant la grève de 1947, ils nous disaient, un jour, on vous pendra. Ils nous accusaient d'être des suppôts de l'impérialisme. »⁶ D'ailleurs, même une partie des trotskystes du PCI adresse ces reproches, particulièrement à leur porte-parole à la tête de la FEN : « H. Féraud qui se réclame « du syndicalisme révolutionnaire » montre ainsi les véritables mobiles anti-unitaires qui le font agir. Les nombreux instituteurs qui assistaient au meeting organisé par la CGT et la CFTC ont depuis longtemps jugé Féraud qui sous le couvert d'un anti-stalinisme sans principes agit en fait contre les intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière. »⁷

À la veille des années 1960, les positions de l'*École émancipée* restent aussi fortes que par le passé. Lors du renouvellement du conseil syndical de 1962, la majorité sortante recueille 70 % des suffrages exprimés, tandis que la tendance communiste plafonne à 30 %. Pour autant, son influence est de plus en plus contrainte à la seule FEN. Du point de vue politique, dès le début des années 1960, la plupart des militants *École émancipée* quittent le PSU à la notable exception de Marcel Valière⁸. De même, dans le champ syndical, la tentative, portée par Marcel Valière et Henri Féraud de constituer

¹ PV de réunion, Archives de la fédération des œuvres laïques de l'Hérault.

² Jusqu'alors, le secrétaire départemental du SNI est vice-président, es qualités.

³ C'est ainsi que Féraud prend la parole lors d'une réunion avec le PSA pour « dénoncer le réformisme des socialistes qui est à l'origine des trahisons comme celle de la SFIO ». Note du 1^{er} juillet 1949, ADH 406 W 4.

⁴ Entretien Maurice Benassaya, ancien conseiller syndical UID.

⁵ Gilbert Sénès, par exemple, président départemental de la FCPE est un proche du PSA en 1959. C'est par ailleurs un laïque convaincu.

⁶ Entretien Aimé Peyrotte, ancien secrétaire du SNI et militant de l'OCI.

⁷ *La Vérité du travail*, n°18, mars 1954. L'animosité est d'autant plus grande que les cadres du SNI suivent Lambert lors de la scission.

⁸ Notamment lors du ralliement de Pierre Mendès-France.

un cartel d'unification syndicale, notamment avec la CNT échoue dès le début des années 1950¹ de même que le projet de mouvement uni démocratique en 1960². La période suivante, par contre, va voir l'École émancipée être directement concurrencée « sur ses terres » par les réformistes.

L'émergence progressive d'une alternative réformiste au sein du SNI héraultais :

Plusieurs phénomènes expliquent l'émergence d'une tendance réformiste (future UID) dans l'Hérault. La plus significative est cependant l'émergence de nouveaux militants venus d'autres départements qui portent, de manière totalement minoritaire dans un premier temps, les couleurs de la majorité nationale. Deux décennies durant, rares étaient les réformistes à intervenir en assemblée générale pour défendre le rapport moral national. Après 1949, il faut attendre 1955 pour voir l'intervention de Joseph Émile, secrétaire général de la FOLH. Une deuxième tentative a lieu en 1957 par Raymond Dussaud, instituteur venu d'un département voisin, le Gard. Comme le rappelle ironiquement Marcel Valière, il n'obtient ce jour-là que deux voix³. Il faut ensuite attendre 1964 pour voir les réformistes s'exprimer en assemblée générale départementale, 1965 pour voir l'émergence d'une liste UID au conseil syndical.

La mobilisation initiale des réformistes vient principalement d'instituteurs mutés dans le département. Le premier en date, déjà évoqué, est Raymond Dussaud, venu du département du Gard. Mais l'apport le plus massif est lié à la fin de la guerre d'Algérie. Plusieurs enseignants rapatriés en 1962 ou les années suivantes obtiennent d'être nommés dans l'Hérault. Il s'agit soit de « pieds-noirs », soit de métropolitains partis enseigner en Algérie. La première de leur caractéristique est leur appartenance à la SFIO, leur soutien à la majorité réformiste. Une partie d'entre eux, par ailleurs, a eu, durant la guerre d'Algérie des rapports très proches avec les dirigeants nationaux du SNI, Forestier et Desvallois⁴. Moins sensibles à la culture syndicale locale, anciens membres de majorités réformistes dans leurs départements respectifs, ils sont à l'origine de la première structuration de la tendance. À ce noyau originel, Adolphe Benamour, « un peu notre père et c'est grâce à lui que l'on a milité » selon l'un de ses colistiers⁵, Maurice Benassaya, Marcel Vial, Alain Barrandon, Yannick Lemasson, s'y adjoignent des proches de la FOLH (Léo Terral, Eugène Blas), mais aussi des anciens syndicalistes d'avant-guerre, René Daumas ou François Villanova.

Cette mobilisation profite d'une opportunité, un changement de statuts qui permet dès 1963 d'élire le bureau national au scrutin par correspondance. En effet, jusque-là, dans l'Hérault, les votes avaient lieu en assemblée générale. L'absence de mobilisation des réformistes évoquée plus haut dans ces réunions ne donnait pas de représentation de la tendance. Pour les réformistes, le résultat est un succès inespéré, la tendance favorable au Bureau national faisant quasiment jeu égal avec la tendance Union-Action. C'est au regard de ce score qu'une liste est constituée en 1965. Comme le montre le tableau ci-dessous, cette dernière fait pour autant moins bien qu'en 1963, passant de 25 % à 14 % des suffrages exprimés.

¹ Note RG du 31 janvier 1950, ADH 506 W 342. À partir de la FEN, l'objectif est de regrouper une partie des autonomes, puis de faire appel aux syndicats CGT-FO, de la CFTC autour d'un mouvement « anti-fasciste et anti-communiste ».

² *École syndicaliste*, n°128, juin 1960.

³ « Réflexions d'un ancien », *op. cit.*

⁴ Maurice Benassaya est nommé dans l'Hérault sur décision ministérielle après une intervention de Denis Forestier. Ce dernier a été reçu en Algérie et protégé pendant la guerre par Marcel Vial, autre instituteur rapatrié dans l'Hérault. Entretien Maurice Benassaya.

⁵ Entretien Yannick Lemasson, ancien secrétaire de la FEN, ancien secrétaire de la fédération socialiste de l'Hérault.

Élections	UID ¹	É. émancipée	UA	FUO
BN 1963	321	570	329	
CS 1965	215	1020	332	
BN 1966	494	788	389	
CS 1967	273	1044	308	
BN 1968	348	972	365	
CS 1969	261	808	399	
BN 1970	420	622	401	70
CS 1971	375	902	495	183
BN 1973	670	601	462	114
CS 1973	357	579	467	169
BN 1976	860	345	636	220
CS 1976	835	371	666	265

Comparaison élections Conseil syndical Hérault / Bureau national (1963-1973)²

Les premières lignes du tableau montrent, jusqu'en 1971, le décalage important entre votes local et national. Globalement, jusqu'à cette date, *l'École émancipée* est majoritaire aux deux types de scrutin. Localement, elle bénéficie d'une prime importante, aux dépens principalement des réformistes. Il faut attendre 1970 pour que la tendance n'ait plus qu'une majorité relative au vote du BN, et 1971 pour que ce soit le cas pour l'élection du conseil syndical.

De multiples causes peuvent se cumuler pour expliquer cette évolution. Certaines sont liées à l'évolution du milieu enseignant (renouvellement générationnel, émergence de nouveaux profils sociologiques des enseignants, scission syndicale SNI/SNC, etc...). Nous ne disposons pas, cependant, des matériaux nécessaires pour trancher le débat qui nécessiterait une analyse fine des profils d'instituteurs dans le département et leur évolution.

Pour autant, des causes purement politiques peuvent participer à l'explication de l'augmentation graduelle de la tendance UID et de l'affaiblissement de *l'École émancipée*. Les syndicalistes révolutionnaires connaissent une première défaite syndicale, celle de la perte de la direction de la FEN. Depuis ses débuts, la fédération était sous la direction de la tendance. Il est vrai que pour *l'École émancipée*, le cœur du combat syndical était le SNI qui, en 1966, représente 2194 des 4372 adhérents de la FEN³. Selon l'expression d'un ancien secrétaire départemental de la fédération, aux yeux des dirigeants du SNI, « La FEN, c'était annexe, la 5^e roue du carrosse. Je m'en occupais, mais on me disait : modères-toi. Quand je prenais des initiatives, on me disait, les initiatives, c'est le SNI, pas la FEN »⁴. Dès 1964, Pierre Antonini, secrétaire académique du SNES prend la direction de la FEN au détriment de *l'École émancipée*. Ceci étant dit, c'est l'éclatement de la tendance en 1969 qui porte le coup le plus rude à la majorité départementale. Exception faite des élections du conseil syndical de 1971, les résultats de *l'École émancipée* baissent de manière graduelle. Un cadre de *l'École émancipée* relève l'impact de cette scission dans un département où les lambertistes participent activement à la vie du syndicat : « La scission a contribué à nous affaiblir puisque l'on a passé pas mal de temps à discuter avec des motions d'adversaires qui avaient été des copains. Cela s'est produit en 1969-70 du fait des trotskistes lambertistes représentants l'OCI, qui avaient créé un tas d'organismes parallèles qu'ils manipulaient et donc cela a amené à des résistances de la majorité des militants puisqu'ils ont été tout à fait minoritaires mais leur pouvoir nocif a continué puisqu'il y avait quelques militants qui avaient une surface, qui étaient écoutés des syndiqués. »⁵ Aimé Peyrotte, ancien secrétaire du SNI, alors lambertiste en 1969 tire le même constat : « le fait est que *l'École émancipée* s'est décrédibilisée aux yeux des syndiqués. Ils n'avaient plus que deux choix. La grande partie s'est reportée sur l'UID »⁶. Cette crise de *l'École émancipée* n'est pas qu'une crise limitée aux

¹ Par facilité, nous avons identifié les tendances réformiste et ex-unitaire sous les appellations UID et UA.

² Source : *École syndicaliste*.

³ *FEN* 34, n°1, octobre 1966.

⁴ Entretien Jacques Faucher.

⁵ Entretien Louis Boyer.

⁶ Entretien Aimé Peyrotte.

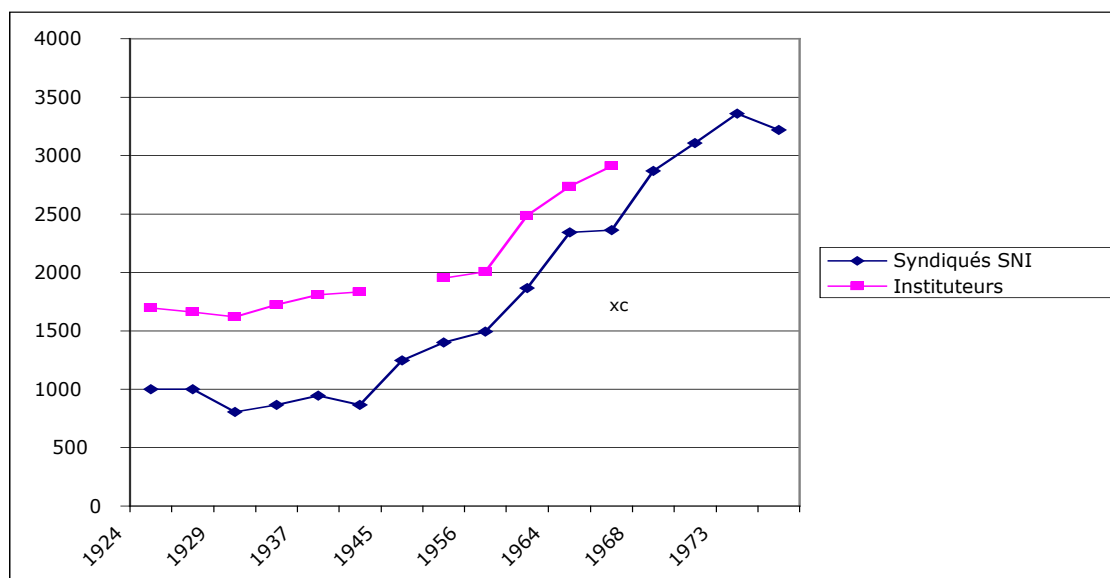
cadres syndicaux. Elle donne lieu, dans *L'École libératrice* à une succession de communiqués souvent virulents entre le Front Unique Ouvrier (FUO) et la majorité départementale. Sans trop de nuance, Michel Bouchareissas n'hésite pas, à ce sujet, à constater que « ce bulletin devient une véritable diarrhée »¹.

La situation de l'Hérault ne donne pas lieu pour autant à une baisse de la syndicalisation. Au contraire, cette dernière reste forte durant la période considérée.

1966	2362
1973	3358
1974	3318
1975	3219

Effectifs du SNI de l'Hérault.

Il est donc difficile de défendre que le taux de syndicalisation joue, en tout cas de manière uniforme dans le temps, contre *l'École émancipée*. Comme le montrent les courbes ci-dessous, l'augmentation de la syndicalisation est nette dans les années 1950 et ne redescend qu'à la fin des années 1970.



Syndicalisation des instituteurs de l'Hérault (SNI).

Parallèlement, le déclin de *l'École émancipée* tient aussi à la capacité à construire une alternative. Cette dernière vient progressivement de l'UID, dirigée par des cadres du nouveau PS. La tendance, en elle-même, profite du regain du Parti socialiste. Ce dernier, entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1970, double ses effectifs départementaux. Le succès de la tendance UID, pour autant, tient aussi à la capacité du parti à rassembler ses militants au sein d'une même tendance. Au plan national, il faut attendre 1975 pour que le parti entreprenne ce travail². Au niveau local, ce travail débute plus tôt et dure plusieurs années, selon le témoignage de l'ancien secrétaire de la FEN : « On essayait de les rencontrer, ceux qui étaient au PS. Dans les réunions, on leur demandait « tu ne pourrais pas venir avec nous ? » et puis on est monté, petit à petit (...) Je connaissais les gens et j'essayais de les engager au moment des élections. C'était un travail de fond pour leur faire comprendre que nous étions les plus forts. Comme vous le disiez très bien, les anciens étaient *l'École émancipée*. »³. De ce point de vue, le travail est facilité par le renouvellement des élites locales du PS.

¹ Lettre à Adolphe Benamour du 17 mai 1972. ADH 143 J 325.

² Laurent Batsch, *La FEN au tournant. De l'autonomie à la recomposition 1947-87*, La Brèche, 1987.

³ Entretien Yannick Lemasson.

Une partie d'entre elles, Adolphe Benamour, premier secrétaire de la fédération de l'Hérault, Yannick Lemasson, adjoint au maire de Sète, Jean Lacombe, futur député en 1981, sont justement des candidats UID au sein du SNI. Avec l'appui d'une partie des dirigeants de la FOLH, l'UID bénéficie, au final, de l'affaiblissement de *l'École émancipée*, fermant la parenthèse d'une des spécificités du SNI héraultais. Il faut, pour autant, attendre 1973, et la mise en place d'une cogestion UA-UID, sous l'égide de l'UID Yannick Lemasson, pour que la tendance socialisante l'emporte définitivement. Désormais, c'est la tendance UID qui incarne le syndicat dans le département, et ce jusqu'à l'éclatement de la FEN.

Olivier DEDIEU

*

ARCHIVES

ARCHIVES PRIVÉES DU MOUVEMENT OUVRIER, 1888-1941 (PORTA, PYRÉNÉES-ORIENTALES)

Un des objectifs de notre association est de recueillir et de préserver les archives, le plus souvent privées – personnelles ou d'organisations – et de les faire connaître. Le petit fonds que nous présentons a pu être mis à jour à l'occasion d'une exposition organisée à Porta, commune de Cerdagne, dans les Pyrénées-Orientales¹, au mois d'août 2009.

Ces photographies proviennent de diverses archives privées de Porta (collections des familles Barrère, Isern et Moliner). Elles couvrent une période allant de 1888 à 1941 et mettent en évidence la trajectoire d'une figure de Porta, François Barrère.

La majorité concerne les familles Barrère et alliées :

- Le **livret d'ouvrier** (1888) de **François Barrère**, né et mort à Porta : 10 août 1870 - 23 août 1948. Fils de Thomas Barrère, garde champêtre et de Marie Ramonatxo âgés respectivement de 18 et 42 ans en 1870, il était agriculteur mais aussi cordonnier². Il fut une des figures de la gauche à Porta. En effet, adhérent de la SFIO, il fut maire de Porta³ (élu en mai 1935). Dans les années 1930, il fut en contact avec une grande militante féministe et socialiste, Marianne Rauze-Comignan (biographie par André Balent, à paraître dans le *DBMOMS*). Son affiliation à la LDH est assez remarquable pour un militant relativement isolé d'un petit village agro-pastoral. Il laissa le souvenir d'un homme de gauche, d'un *Rouge*. Il épousa Marie Llata. Il n'avait qu'un seul prénom à l'état civil (François). Mais on lui attribuait aussi le prénom de son père (Thomas) pour le distinguer d'autres « François Barrère ».
- La **carte d'adhérent à la Ligue des Droits de l'Homme** de **François Barrère** (1932).
- Une **carte syndicale de la période de Vichy**. (1941). Elle avait été délivrée par le secrétaire (Ferran) du syndicat des mineurs du Puymorens⁴ (commune de Porté-Puymorens, Pyrénées-Orientales) à Juventino Moliner. Ce dernier, ancien soldat de l'armée républicaine espagnole, avait intégré un GTE (Groupement de travailleurs étrangers) et fut affecté à la mine de fer du Puymorens⁵. Menuisier à Barcelone, il travailla comme menuisier à la mine du Puymorens. Il se maria à Porta, commune voisine de Porté-Puymorens avec Marcelle Barrère, fille de François Barrère.

¹ À l'ouest du département, aux confins de l'Ariège et de l'Andorre.

² ADPO, 5 Mi 476, état civil de Porta.

³ Cf. notamment ADPO, 3 M 520, liste des élus municipaux de 1935.

⁴ « Puymorens » orthographié de façon fantaisiste « Puymaurens » sur le cachet syndical.

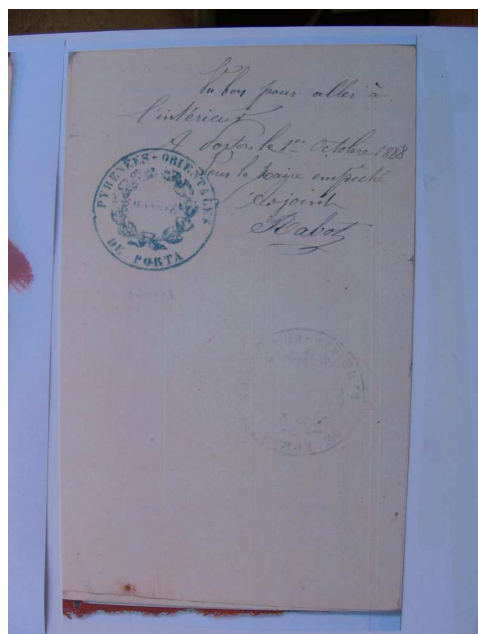
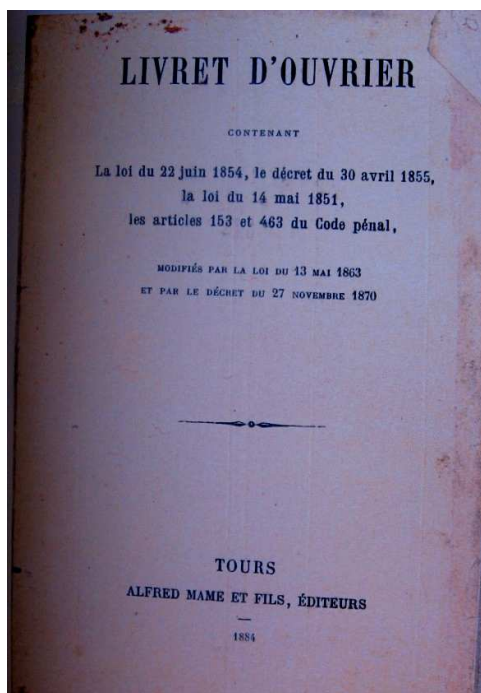
⁵ Sur certains aspects de l'histoire de la mine de fer du Puymorens, cf. André BALENT, « La mine de fer de Puymorens (Cerdagne) : conflits de propriété et d'usage (XVII^e - XX^e siècles) », in dir. Aymat CATAFAU, *Les ressources naturelles de Pyrénées du Moyen Âge à l'Époque moderne. Exploitation, gestion, appropriation*, Actes du Congrès International Resopyr, Font-Romeu, 8-9-10 novembre 2002, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 2005, pp. 423-451.

Le syndicat est domicilié postalement à l'Hospitalet (Ariège) car la mine du Puymorens, bien que située dans les Pyrénées-Orientales (commune de Porté-Puymorens), se trouve sur le versant atlantique de la chaîne pyrénéenne, à proximité de l'Andorre, et de ce fait plus facilement accessible en toute saison depuis l'Ariège

- **Un groupe de mineurs du fer du Puymorens** dont certains demeuraient à Porta, photographie non datée, sans doute des années 1940. Cette photographie, de la famille Moliner est à mettre en relation avec Juventino Moliner, beau-fils de François Barrère

Nous remercions Marie-Pierre Barrère, adjointe au maire de Porta depuis 2008 et petite-fille de François Barrère, de nous avoir facilité l'accès à ces documents et autorisé à en assurer la reproduction photographique qui permet leur publication dans *Le Midi Rouge*.

André BALENT



DEPARTEMENT de *Pyrenées-Orientales*
 ARRONDISSEMENT de *Perpignan*
 MAIRIE de *Porta*

SÉRIE. — N°
Porta, le 1^{er} Octobre 1888.

Nom : *Barrère*
 Prénoms : *François*
 Profession : *Cordonnier*

SIGNALEMENT

Agé de <i>18 ans</i>	Né à <i>Porta</i>
Taille : <i>1 m. 60 c.</i>	Département de <i>Pyrenées-Orientales</i>
Cheveux <i>bruns</i>	Demeurant à <i>Porta</i>
Sourcils <i>bruns</i>	Rue
Front <i>large</i>	N°
Yeux <i>bleus</i>	
Nez <i>droit</i>	
Bouche <i>modérée</i>	
Barbe	
Menion <i>droit</i>	
Visage <i>ovale</i>	
Telnt <i>blond</i>	
Signes particuliers :	

Ayant justifié de son identité et de sa position, a obtenu le présent livret, contenant quatorze feuillets cotés et parafés par premier et dernier sur (1)

à la charge par *lui* de se conformer aux lois et règlements concernant les ouvriers.

Le porteur (2) a été occupé en qualité d'ouvrier (3)

Signature de l'ouvrier,

Le maire suppléant
Rabat

PREMIER-ADJOINT
 DE PORTA

(1) Indiquer, s'il y a lieu, les pièces produites.
 (2) Est ou a été.
 (3) Attaché à un seul établissement chez le sieur demeurant à rue n° ou travaillant pour plusieurs patrons.

Photos 1, 2 et 3. Livret d'ouvrier de François Barrère, cordonnier à Porta, délivré par l'adjoint au maire (Rabat), le 1^{er} octobre 1888. Arch. Privées Marie-Pierre Barrère, Porta. Cliché André Balent.



Photo 4 : carte d'adhérent (1932) à la Ligue des droits de l'Homme de François Barrère (1870-1948), maire SFIO de Porta. Archives Marie-Pierre Barrère, Porta, Cliché André Balent.

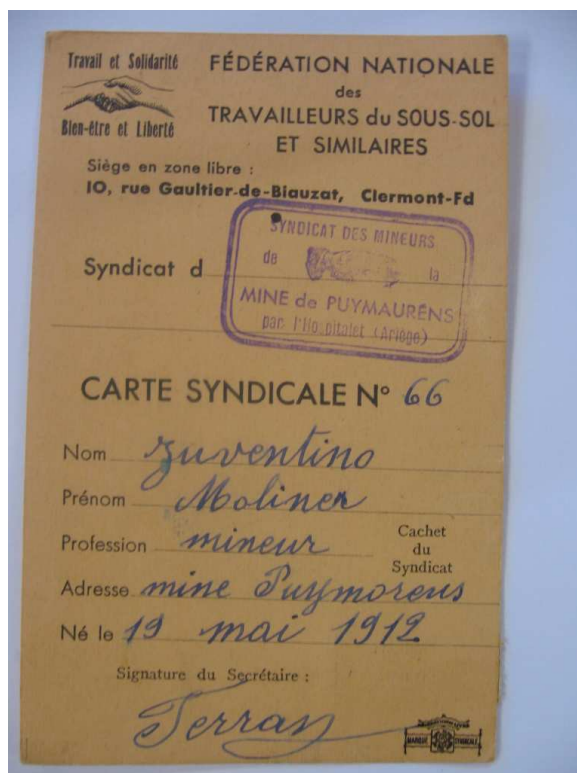


Photo 5 : carte syndicale (syndicat des mineurs du Puymorens, Fédération nationale des Travaillleurs du sous-sol et similaires) de Juventino Moliner, beau-fils de François Barrère. Document de 1941 après la dissolution des syndicats confédérés (CGT) par Vichy. Archives Henri Moliner, Porta. Cliché André Balent.



Photo 6 : Porta, groupe de mineurs du Puymorens, années 1940, avec des membres de leurs familles.

Archives familiales, Henri Moliner. Reproduction d'après l'original André Balent.

*

INFORMATIONS :

RÉINVENTER LA GAUCHE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Les célébrations et commémorations organisées à l'occasion du 40^e anniversaire de Mai 1968 ne sauraient faire oublier que depuis la Libération, la gauche française ne fut pas sans connaître un nombre certain de projets de rénovation ou de tentatives de ruptures avec les modèles organisationnels et idéologiques traditionnels.

Depuis la restauration de la République, avant même la transformation des institutions, de nouvelles organisations politiques ont tenté de battre en brèche le quasi-monopole du PCF et de la SFIO sur la gauche en proposant de nouvelles formes de militantisme.

En Languedoc-Roussillon, la suprématie partisane de la SFIO et du PCF s'inscrit tout à la fois autant (je propose cette modification pour donner du sens) dans un phénomène de longue durée, structurel, la primauté électorale de la SFIO, surtout, sur les autres organisations politiques, durant la III^e République (Parti républicain socialiste, UDSR, Jeune République et même SFIC), que de façon conjoncturelle comme le reflux du Parti radical suite à la Deuxième Guerre Mondiale.

C'est notamment au cours des années 1950 que plusieurs tentatives essaient de créer un nouvel espace partisan entre les deux grands partis. Issues de la Résistance, de la gauche chrétienne, du trotskysme, déçues du communisme ou du socialisme, ces tentatives connaissent un succès mitigé d'un point de vue électoral alors qu'elles restent une formidable école de formation pour cadres politiques.

Malgré l'introduction de nouveaux référentiels et la mobilisation de nouveaux enjeux politiques, ces nouvelles organisations (PSU 1^{er} et 2^e générations, PSA, UGS, MLP, CAP, UGS, CIR puis plus tard MIVOC ...) ne peuvent battre en brèche l'emprise électorale des partis classiques. Ce constat n'est pas uniquement valable pour le seul champ politique. Qu'il s'agisse du syndicalisme ou du monde associatif, nombre de projets s'inscrivent dans les mêmes perspectives, avec un succès plus ou moins significatif.

Organiser un colloque sur cette histoire, c'est avant tout de tenter de comprendre les logiques de ces mobilisations, leur capacité à faire évoluer « les lignes » du débat politique tout en tentant de mesurer ce que furent les stratégies communiste et socialiste face à l'émergence de ces nouvelles offres idéologiques.

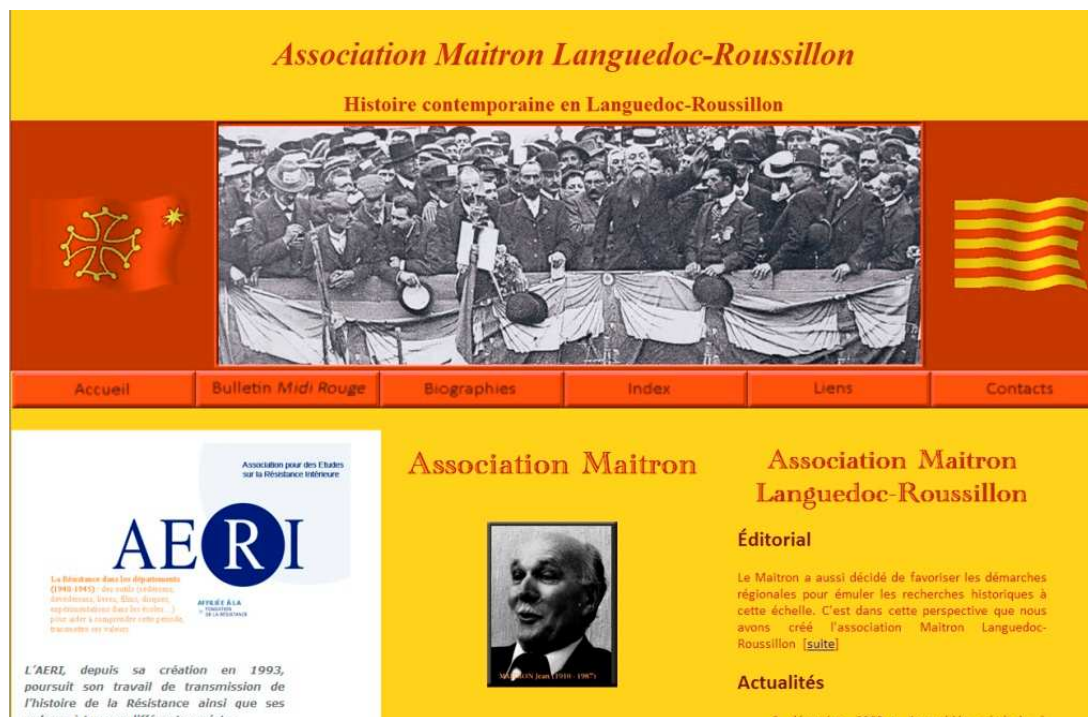
S'intéresser à ces nouvelles dimensions de mobilisation politique en Languedoc, c'est aussi interroger un espace politique particulier où la gauche est électoralement dominante, à l'occasion du deuxième tour de l'élection présidentielle de 1965 ou du vote sur le référendum de 1969, a contrario du modèle national.

Mais c'est aussi mesurer que Mai 1968 est également l'héritier de ces tentatives d'émergence d'une nouvelle gauche. Les nouvelles approches sociétales et idéologiques qui émergent après cette date ne peuvent en effet être analysées qu'au regard des mobilisations de deux décennies antérieures qui ont permis leur structuration.

Les études sur cette « nouvelle gauche » se multiplient actuellement, c'est pourquoi il a semblé que les étudier dans un espace politique ancré à gauche permettrait de mettre en relief les apports et les faiblesses de ces tentatives de refondation sur la gauche française.

Olivier DEDIEU

LE SITE INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON



L'association Maitron Languedoc-Roussillon a un site :

<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr/>

Ce site propose une information sur les actualités et les activités de l'Association, l'accès au dix premiers numéros de la revue *Le Midi Rouge*, de biographies de militants du Languedoc-Roussillon, l'index des articles et des auteurs pour les premiers numéros ainsi que des liens : ceux de l'Association Maitron, au niveau national comme au niveau régional, celui de l'AERI (Association pour des études sur la résistance intérieure), ainsi que des liens de membres de l'Association ou d'associations partenaires.

PUBLICATION DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON :

ANDRÉ BALENT & NICOLAS MARTY
(coordinateurs)
CATALANS DU NORD ET LANGUEDOCIENS
ET L'AIDE À LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE
(1936-1946)

ACTES DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES DE L'ASSOCIATION
MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON, PERPIGNAN,
COUVENT DES MINIMES,
7 FÉVRIER 2009

**Avec la participation de la Direction de la Culture
de la Ville de Perpignan et du Centre de recherches
historiques sur les sociétés méditerranéennes
(CHRiSM) de l'Université de Perpignan *Via*
*Domitia***

Ouvrage collectif

Une coédition :

Presses Universitaires de Perpignan
Ville de Perpignan, Direction de la Culture

Prix : 22 € + frais d'envoi. Envoyez vos demandes à André Balent ,
29, rue du Vélodrome, 66100-PERPIGNAN. Courriel :
cat-ab-balent@wanadoo.fr

ACHETEZ LES VOLUMES PARUS DU MAITRON

5^e PARTIE : DE 1940 À 1968

Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, mouvement social

Tome 1 : de A à Bek

Tome 2 : de Bel à Bz

Tome 3 : de Ca à Cor

Tome 4 : de Cos à Dy

Tome 5 : de E à Ge

SOUSCRIVEZ AU TOME 6 (PARUTION, 2010) ET AUX VOLUMES SUIVANTS

**CHAQUE TOME COMPREND UN VOLUME PAPIER (650
NOTICES, ENVIRON) ACCOMPAGNÉ D'UN CÉDÉROM
COMPRENANT ENVIRON 1800 NOTICES
SUPPLÉMENTAIRES. PRIX : 75 €**

***Le Maitron est publié aux Éditions de l'Atelier, 51-55 rue Hoche
94200 – Ivry-sur-Seine***

www.editionsatelier.com

Le tome 6 (Gh à Je) sera mis en vente en 2010.

Consultez également le site du « Maitron » : www.maitron.org

